



Secrétariat parlementaire  
Ratssekretariat

## **6<sup>ème</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 06. Stadtratsprotokoll**

**Sitzung vom Donnerstag, 7. Juni 2012, 18.00 Uhr**  
**Séance du jeudi 7 juin 2012 à 18 heures**

**Ort: Stadtratssaal in der Burg**

**Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg**

---

### **Présents / Anwesend:**

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bohnenblust Simon, Bösch Andreas, Brassel Urs, Calegari Patrick, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Eschmann René, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grivel Pierre-Yves, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Habegger Hans Peter, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Löffel Christian, Magnin Claire, Menekse Ali, Mischler Peter, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Rindlisbacher Hugo, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Gurtner Roland, Habegger Markus, Hadorn Werner, Linder Fiorella, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Erich Fehr, Maire

Conseillers/ères municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Steidle Silvia, Schlauri René, Schwickert Barbara

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Monique Esseiva, Présidente du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

**Affaires traitées / Behandelte Geschäfte** **Page / Seite**

70.	Approbation de l'ordre du jour .....	244
71.	Communications du Bureau du Conseil de ville .....	244
72.	Élection de deux membres du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) .....	244
73.	20110358 Points forts de la politique du Conseil municipal 2009 - 2012 / Objectif n° 10.4 / réorganisation des sapeurs-pompiers dans l'agglomération biennoise / révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers .....	245
67.	20110111 Révision totale du Règlement de police (suite de la séance du Conseil de ville du 10 mai 2012) .....	250
	• Art. 14 - Dispositifs techniques de reproduction sonore .....	250
	• Section 2: Faune .....	253
	• Art. 15 - Nourrissage des animaux sauvages .....	253
	• Art. 16 - Devoirs des détenteurs d'animaux .....	253
	• Art. 17 - Comportement avec les chiens .....	253
	• Section 3: Publicité et formation de l'opinion politique .....	258
	• Art. 18 - Port de publicité / publicité temporaire .....	258
	• Art. 19 - Distribution d'imprimés .....	259
74.	Motivation de l'urgence du postulat 20120230, Max Wiher, PVL, "Zones de distraction à Bienne" .....	267
75.	Motivation de l'urgence de la motion interpartis 20120231, Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, PVL, Pablo Donzé, Les Verts, "Branche Ouest de l'A5 supportable pour Bienne" .....	268
67.	20110111 Révision totale du Règlement de police (suite) .....	268
	• Art. 20 - Cortèges, rassemblements et réunions .....	268
	• Art. 21 - Récoltes de signatures .....	273
	• Section 4: Objets et véhicules sur le domaine public .....	273
	• Art. 22 - Mise en place d'installations .....	273
	• Art. 23 - Installations de chantiers .....	274
	• Art. 24 - Enlèvement de véhicules et d'objets .....	274
	• Section 5: Prostitution .....	274
	• Art. 25 - Prostitution sur la voie publique .....	274
	• Art. 26 - Prévention dans le domaine de la prostitution .....	275
	• Section 6: Prescription diverses .....	275
	• Art. 27 - Protection de la jeunesse .....	275
	• Art. 28 - Nuitée sur le domaine public .....	284
	• Art. 29 - Rassemblements illicites sur le domaine public .....	285
	• Art. 30 - Hygiène et ordre dans et autour des bâtiments .....	285
	• Art. 31 - Objets trouvés .....	285
	• Art. 32 - Dispositifs de sauvetage .....	287
	• Chapitre 3: Dispositions d'exécution, pénales et finales .....	287
	• Art. 33 - Dispositions d'exécution .....	287
	• Art. 34 - Dispositions pénales .....	287
	• Art. 35 - Culpabilité des mandants, des employeurs ou des personnes détentrices de l'autorité parentale .....	287
	• Art. 36 - Culpabilité des mineurs .....	287

- Art. 37 - Mesures, exécution par substitution.....287
- Art. 38 - Voie de recours.....288
- Art. 39 - Entrée en vigueur / Abrogation de dispositions.....288

76. Nouvelles interventions .....291

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je vous souhaite la bienvenue et déclare cette 6<sup>ème</sup> séance du Conseil de ville ouverte.

Vous trouvez sur vos tables:

- Proposition de modification de la Commission de gestion (feuille bleue) - Point 4 de l'OJ: 20110358 "Réorganisation des sapeurs-pompiers dans l'agglomération biennoise / Révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers"
- MIX, die Migrationszeitung der Kantone AG, BE, BL, BS, GR, SO, 22. Ausgabe, Mai 2012

Sur la table de l'huissier:

- Flyer "Stadtparcours Biel/Bienne, journée portes ouvertes du 9 juin 2012"
- Journal "À Propos Bié/Bienne" du 30.5.2012
- Flyer "Invitation au vernissage du livre de Rebecca Harms" avec apéro le 10.06.2012

## **70. Approbation de l'ordre du jour**

**L'ordre du jour est approuvé tacitement.**

## **71. Communications du Bureau du Conseil de ville**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Vous avez certainement aussi constaté que la liste des reports des interventions parlementaires est en constante augmentation et les séances du mois de juin seront aussi bien chargées. C'est pourquoi, j'ai prévu de fixer provisoirement une séance supplémentaire le 19 septembre 2012 pour liquider toutes ces interventions parlementaires. Je vous prie de réserver cette date.

## **72. Élection de deux membres du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF)**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** J'ai reçu les démissions de Madame Marlyse Merazzi du Parti socialiste et de Monsieur Pablo Donzé des Verts pour le 30 juin 2012. Au nom du Conseil de ville, j'aimerais les remercier de leur travail et engagement au sein du CAF. Le Groupe des Verts propose Madame Ariane Tonon, ancienne Conseillère de ville et le Parti socialiste Monsieur André de Montmollin, également ancien Conseiller de ville. Y a-t'il d'autres propositions? Ce n'est pas le cas.

**Vote**

En remplacement de Madame Marlyse Merazzi et sur proposition du Parti socialiste est élu:

**Monsieur André de Montmollin**

En remplacement de Monsieur Pablo Donzé et sur proposition du Groupe des Verts est élue:

**Madame Ariane Tonon****73. 20110358 Points forts de la politique du Conseil municipal 2009 - 2012 / Objectif n° 10.4 / réorganisation des sapeurs-pompiers dans l'agglomération biennoise / révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je vous propose de faire une discussion générale sur le rapport et sur le Règlement. Mis à part les propositions de modifications de la Commission de gestion, qui se trouvent sur vos tables, je n'ai pas connaissance d'autres propositions de modifications.

**Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion:** Le Conseil de ville traite ici un dossier, qui touche certes la Ville de Bienne, mais plus spécifiquement ses communes avoisinantes. Il s'agit en effet d'intégrer les corps des sapeurs-pompiers des communes de Nidau, Ipsach, Douanne-Daucher et Gléresse dans le corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Bienne. Ces communes, qui ont déjà des organisations de pompiers plus ou moins réunies, demandent en effet à ce que les prestations des pompiers soient reprises par la Ville de Bienne, tout en gardant certaines prestations chez elles. La Ville de Bienne est ainsi appelée à leur dire: "*Oui, vous êtes les bienvenues*". Le traitement de ce dossier est prioritaire en raison du calendrier, sachant que les communes avoisinantes doivent également traiter ce dossier et ne peuvent pas le traiter, si la Ville de Bienne leur dit non. Ainsi, les assemblées communales de ces communes et le Conseil de ville de Nidau devront traiter ce dossier dans le courant du mois de juin 2012. Il s'agit principalement de la question des délais référendaires et de mise en pratique, afin que cette intégration puisse avoir lieu effectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'Association seeland.biel/bienne a lancé cette idée et permis d'ouvrir le débat dans les différentes communes. À cette occasion, l'Assurance immobilière a également accepté de supporter le projet. Ces petites communes, avec de petits corps de sapeurs-pompiers, doivent faire face à de grands problèmes d'effectifs et au manque de moyens à disposition pour la lutte contre le feu. L'évolution de la société fait, que les personnes n'habitent plus là où elles travaillent et doivent de ce fait être dispensées de leurs obligations de servir dans les corps de sapeurs-pompiers de leur commune, qui doivent faire face à une réduction de leurs effectifs. Il s'agit désormais de convenir de la meilleure intégration possible et d'en prévoir les conséquences.

Ce rapport n'évoque que l'intégration de la lutte contre le feu, mais ne mentionne pas les autres tâches, entre autres la lutte hydrocarbure ou la lutte contre certains cas d'inondations. C'est en effet le Centre d'appui régional de Bienne qui s'occupe de ces tâches. Techniquement, cette réorganisation présente de nombreux avantages. Ainsi, le matériel, la formation et l'engagement des personnes peuvent être mieux coordonnés et simplifiés. Ce regroupement donne l'impression qu'il s'agit d'un grand regroupement, de part sa superficie territoriale, mais il ne s'agit que d'une augmentation d'environ 10 à 15% en terme de moyens financiers engagés, des coûts d'intervention et des effectifs engagés dans le corps des sapeurs-pompiers. Cette réorganisation permettra certainement, à l'avenir, de faire des économies, mais n'a pas de considération financière à grande répercussion pour la Ville de Bienne. Le compte spécial du Service du feu verra cependant ses totaux modifiés. Ainsi, le montant de 5,3 mio. fr. au bénéfice de ce compte augmentera de 0,5 mio. fr., en raison des contributions des communes avoisinantes. Ce montant sera évidemment compensé par les dépenses supplémentaires, dues à l'engagement dans ces communes. L'Assurance immobilière soutient financièrement ce projet d'intégration, par une contribution unique de 435'000 fr., qui lui permet de réorganiser ses tâches.

Finalement, qui dit corps de sapeurs-pompiers plus grand, dit également travail plus important. Le corps professionnel des pompiers de la Ville de Bienne va ainsi voir ses effectifs augmenter d'un poste à 100%. Ce poste est déjà prévu étant donné que le Préposé à la Protection civile a pris sa retraite et que désormais, son poste sera donc repourvu dans le corps des sapeurs-pompiers de Bienne. Ce nouveau collaborateur pourra ainsi être également engagé dans le cadre de la permanence. La Commission de gestion a toutefois deux modifications (déposées sur vos tables) à proposer. Je reviendrai tout à l'heure, lors de la discussion de détail, sur ces deux modifications. Pour le reste, la Commission de gestion vous propose d'approuver ce rapport. Cette réorganisation ne peut être que pour le bien des services d'intervention et de la sécurité de notre Ville et de ses environs.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Monsieur Ammann, il a été convenu tout à l'heure de discuter le rapport et le Règlement conjointement.

**Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion:** Les deux modifications du Règlement, que propose la Commission de gestion, ne sont pas des modifications au niveau du contenu. En effet, le Règlement des sapeurs-pompiers de la Ville de Bienne a été modifié uniquement dans le sens de pouvoir intégrer les corps des sapeurs-pompiers des communes voisines, mais ne subit aucune modification formelle ou de fond.

Par contre, la Commission de gestion souhaite relever deux points importants. Tout d'abord, le Conseil municipal évoque, dans le point 4 du rapport sur la révision du Règlement des sapeurs-pompiers, un financement spécial du corps des sapeurs-pompiers, principalement en ce qui concerne l'Art. 13a du Règlement des sapeurs-pompiers de la Ville de Bienne. Or, **il ne s'agit pas ici d'un financement spécial comme dans les comptes, mais d'un compte spécial** présentant un compte séparé. Cela ne correspond, dès lors, pas à un financement spécial. **Ce terme devrait être par conséquent modifié.** La deuxième modification proposée par la Commission de gestion concerne la taxe d'exemption réglée par l'Art. 14a du Règlement des sapeurs-pompiers. Il convient, en effet, de différencier dans le

Règlement la compétence de la Ville de Bienne d'une part et des communes affiliées d'autre part. Ainsi, **la traduction en français** du Règlement n'était pas très compréhensible, si bien que la Commission de gestion **propose de modifier cet article, conformément au texte qui se trouve sur vos tables (feuille bleue). Il s'agit d'une proposition de modification rédactionnelle de l'Art. 14a, qui engage uniquement la compréhension du texte.**

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Bienne est un centre régional et c'est un statut que la Ville doit assumer. La Ville doit assumer ce centre régional avec tout le respect et toute l'attention, qui conviennent aux régions et communes voisines. Le but, c'est que la collaboration régionale puisse se développer dans l'intérêt de la Ville et des communes voisines. Dans chacun de ces sujets régionaux, il faut avoir la sensibilité nécessaire pour que ce respect et cette attention puissent se maintenir. Le projet de Conférence régionale, par exemple, est à ce prix et je pense, que ça vaut la peine, que la Ville fasse l'effort de ce respect et de cette attention.

Bienne est une commune siège et cela permet de partager les infrastructures et de coordonner les ressources en matériel et en personnel. Il y a beaucoup d'avantages pour la Ville de Bienne, de mettre à disposition ces moyens pour les communes environnantes et en même temps, ces communes gardent une certaine autonomie, notamment sur la fixation de la taxe d'exemption. Ceci comporte pas mal d'avantages et les prestations seront améliorées, parce que le travail des pompiers sera professionnalisé. C'est essentiel d'avoir les meilleures prestations possibles dans des situations d'urgence. Voilà pourquoi le Groupe socialiste propose d'accepter la révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers, sans modifications, sinon celles de la Commission de gestion.

**Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Auch die Fraktion SVP/Die Eidgenossen findet die Regionalfeuerwehr eine gute Lösung. Die Zusammenarbeit innerhalb der Agglomeration Biel führt sicher zu einer Win-Win-Situation für die Aussengemeinden und auch für die Stadt. Heute Morgen hörte ich zwar, dass die Regionalfeuerwehr nicht nur Vorteile hat. Ein Kollege fragte mich, was er seiner Frau sagen sollte, wenn er inskünftig ein Bier trinken möchte, aber keine Feuerwehrübungen vorschieben kann...

Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen hat zwei Fragen zum Bericht:

1. Im Kapitel 4 steht unter dem Titel "Nettoaufwand und Verteilungen", die Aufwendungen würden nach Schutzwertfaktor aufgeteilt. Wie wird dieser Schutzwertfaktor definiert?
2. Die zweite Frage betrifft die in Art. 14a geregelte Abgabe, zu der auch die GPK einen Antrag gestellt hat. Die Ersatzabgabe soll pro Jahr höchstens 9% des Staatssteuerbetrages betragen, maximal aber CHF 400.-. Da die Feuerwehrabgabe eigentlich sinken sollte, stellt sich die Frage, warum dieser Betrag erhöht werden können soll, sobald der Regierungsrat einen neuen Höchstsatz festlegt.

Ansonsten stimmt die Fraktion SVP/Die Eidgenossen dem Geschäft und dem Reglement zu.

**Ammann Olivier, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum soutient ce projet. Une question est ressortie des discussions de notre groupe parlementaire: *"Qu'en est-il de la Protection civile, mentionnée dans l'objectif n° 10.4?"* Le Groupe Forum soutient les propositions de modifications faites par la Commission de gestion concernant le Règlement des sapeurs-pompiers de la Ville de Bienne.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Vielleicht haben einige Stadtratsmitglieder gedacht, zwei Reglemente an einem Abend seien etwas viel. Das stimmt, allerdings ist das Feuerwehrreglement relativ unbestritten und ich danke für die gute Aufnahme. Ich finde, es handelt sich um ein sehr gutes Projekt, dessen Realisierung in einem guten Zusammenspiel unter den betroffenen Gemeinden erfolgt. Es konnte eine Lösung gefunden werden, die für alle gut lebbar ist. Niemand musste ungeliebte Kompromisse eingehen, nur damit das Projekt realisiert werden konnte. Es konnte also tatsächlich so entwickelt werden, dass es für alle stimmt. Der ganze Prozess wurde sorgfältig aufgegleist, und das hat sich sicher gelohnt. Wer schon länger im Stadtrat oder in der Politik ist, weiss, dass in der Vergangenheit bereits ein ähnlicher Anlauf für eine Regionalisierung der Feuerwehr gemacht wurde. Dieser scheiterte aber relativ rasch, weil die Stadt zu stark versucht hat, den anderen Gemeinden ihre Vorstellung aufzudrücken. Bei Kooperationen unter mehreren Gemeinden geht das nicht. Die Zusammenarbeit muss von Anfang an gut aufgebaut werden. Deshalb bin ich froh um das Votum von Herrn Némitz, welches sehr gut darstellte, dass die vorliegende Lösung auch für die kleineren Gemeinden überzeugend ist, und dass die Qualität der Feuerwehr für alle betroffenen Gemeinden hoch gehalten werden kann.

Zuerst möchte ich Herrn Ammann antworten. Es stimmt, dass die Zielposition 10.4 der Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik 2009 - 2012 eigentlich drei Ziele hat. Die Regionalisierung der Feuerwehr ist eines davon, das zweite die Regionalisierung des Zivilschutzes. Es wurden bereits Gespräche mit dem Gemeindeverband Zivilschutz Nidau plus aufgenommen und die beiden Zivilschutzdienste arbeiten unterdessen etwas mehr zusammen. In der Vergangenheit aber arbeiteten die beiden Organisationen sehr unterschiedlich, weshalb vorerst die beiden Kulturen einander angeglichen werden müssen. Das eidgenössische Turnfest wird eine gute Gelegenheit bieten, um diese Zusammenarbeit weiter zu verstärken. Erste Gespräche über eine weitergehende Zusammenarbeit bis hin zu einem Zusammenschluss haben denn auch bereits stattgefunden. Da das Teilprojekt Feuerwehr aber bereits sehr weit fortgeschritten war, soll nun dieses zuerst abgeschlossen werden. Der Zivilschutz steht zurück und wird in einem nächsten Schritt realisiert. In Biel sind Feuerwehr und Zivilschutz sehr eng miteinander verknüpft. Im Interesse der Sicherheit und einer guten Umsetzung der Feuerwehrregionalisierung möchte ich zurzeit kein zweites Projekt beginnen für eine Regionalisierung des Zivilschutzes. Dies wäre zuviel. Es besteht auch kein Zwang, diese Regionalisierung jetzt sofort anzugehen. Sie kann beispielsweise gut in zwei Jahren nochmals angegangen werden. In der Zwischenzeit kann die Zusammenarbeit, insbesondere im Hinblick auf das Turnfest, weiter verstärkt werden.

Das dritte Ziel der Zielposition 10.4 sind die polizeilichen Aufgaben. In diesem Bereich ist der Gemeinderat nicht selber aktiv. Er geht also nicht auf andere Gemeinden zu und bietet ihnen Dienstleistungen an. Es gibt aber immer wieder Anfragen von Gemeinden, die Dienstleistungen bei der Stadt beziehen möchten. Mit der Zeit



konnten so mit verschiedenen Agglomerationsgemeinden Verträge über Dienstleistungen in diesem Sektor abgeschlossen werden. Meist geht es dabei um den ruhenden Verkehr, beispielsweise die Parkuhrbewirtschaftung. Selbstverständlich werden diese Aufgaben der Stadt abgegolten. Dieser Bereich wächst also recht spezifisch und bezogen auf die Bedürfnisse der jeweiligen Gemeinden. Gerade kürzlich erhielt die Stadt eine Anfrage von Gemeinden, welche sich dem Gemeindeführungs- und dem regionalen Führungsorgan der Stadt anschliessen möchten. Auch in diesem Bereich ergibt sich so ein natürliches Wachstum, wenn ich dem so sagen darf.

Es wurde auch eine Frage zum Schutzwertfaktor gestellt. Ich muss die Antwort vorlesen: "Gefährlichkeitsgrad bezüglich Feuer etc. gemessen an der Bevölkerung, den lokalen Gegebenheiten und den lokalen Gefahren (Chemie usw.). Je mehr Risiken, desto höher ist der Faktor." Das ist der Schutzwertfaktor.

Nun komme ich noch zu Art. 14a Abs. 2, zu welchem die GPK einen Änderungsantrag formulierte. In diesem Artikel wird ein Grundsatz formuliert. Der Gemeinderat hat die Möglichkeit, den Kantonssteuerbetrag auf bis zu dem vom Regierungsrat vorgegebenen Wert festzulegen. Das ist bereits im heutigen Reglement so festgehalten und ich finde dies legitim. Die zuständigen Gremien müssten einer allfälligen Erhöhung aber vorgängig zustimmen und im Moment steht eine solche nicht zur Diskussion.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous avons deux propositions de modifications de la Commission de gestion. Madame Schwickert veut encore dire quelque chose.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich entschuldige mich, dass ich zu diesen Anträgen nichts gesagt habe. Der Gemeinderat ist damit einverstanden. Im Feuerwehrreglement hat er nur Änderungen vorgenommen, die im Zusammenhang mit der neuen Regiofeuerwehr stehen, ansonsten blieb das Reglement unangetastet. Beim Polizeireglement hingegen wurde alles angetastet. Eigentlich hätte der Gemeinderat auch nur das Mehrweggeschirr einbauen können... Bei der Überarbeitung des Feuerwehrreglements fokussierte der Gemeinderat aber auf die Regiofeuerwehr. Es ist aber richtig, dass die von der GPK beantragten Änderungen durchaus Sinn machen und ich bitte den Stadtrat, diesen zuzustimmen.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** La Commission de gestion propose, au chapitre 4, de remplacer "Financement spécial du corps des sapeurs-pompiers" par "Compte spécial". Le vote est-il demandé? Ce n'est pas le cas. Alors, je considère cette proposition de modification comme acceptée. Ce changement a également une répercussion sur l'art. 13a, où la modification "Compte spécial" sera apportée à trois endroits.

La deuxième proposition de la Commission de gestion concerne l'art. 14a: la proposition est de simplifier la rédaction de cet article. Le vote est-il demandé? Ce n'est pas le cas. Je considère cette proposition également comme acceptée.

Nous passons au projet d'arrêté. Je vous propose de voter les deux points en bloc. Cette révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers est soumise au référendum facultatif.

## **Vote**

### Projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 avril 2012 concernant «Points forts de la politique du Conseil municipal 2009 - 2012 / objectif n° 10.4 / réorganisation des sapeurs-pompiers dans l'agglomération biennoise / révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers», s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 6, let. b, en relation avec l'art. 14, al. 1, let. i du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1) et sous réserve du référendum facultatif, le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. La révision totale du Règlement des sapeurs-pompiers (RDCo 875.1) est approuvée avec les modifications du Conseil de ville. Toutes les modifications entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

## **67. 20110111 Révision totale du Règlement de police (suite de la séance du Conseil de ville du 10 mai 2012)**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous poursuivons nos discussions de la même manière qu'au mois de mai. Pour tous les articles contestés, je les mettrai en vote, à titre indicatif. Mon objectif est de terminer cette 1<sup>ère</sup> lecture ce soir, pour que le Conseil municipal puisse se remettre au travail. Je vous demande également de formuler clairement les amendements. La dernière fois, nous avons traité l'art. 13 inclus. Nous poursuivons avec l'art. 14.

### **Art. 14 - Dispositifs techniques de reproduction sonore**

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP geht nicht davon aus, dass die gegenwärtige Sicherheitsdirektorin Art. 14 Abs. 1 extrem streng auslegen würde. Es weiss aber niemand, wer dieses Amt in Zukunft innehaben wird. Deshalb sollte aus Sicht der Fraktion GLP vorgesorgt werden. Ich mache zwei Beispiele, welche Auswirkungen eine extrem strenge Auslegung haben könnte. Sie sind wie gesagt extrem, aber dennoch denkbar:

1. Aufgrund der jetzigen Formulierung ist es verboten, mit dem iPod und Kopfhörern über Mittag Musik zu hören. Auch ein iPod mit Kopfhörer ist ein Tonwiedergabegerät, obwohl es niemanden stört.
2. Eine weitere Befürchtung hat der PodRing. Auch dort werden Tonwiedergabegeräte benutzt, zugegebenermassen aber solche mit Lautsprecheranlagen. Der Einsatz dieser Geräte wäre gemäss dieser Bestimmung ab 22.00 Uhr verboten.

Um solch strenge Auslegungen auszuschliessen, **beantragt die Fraktion GLP, Art. 14 Abs. 1 wie folgt zu formulieren: "Der Gebrauch von Tonwiedergabegeräten im Freien darf Drittpersonen nicht erheblich stören."** Auf Zeitfenster, während welchen kein Gebrauch erlaubt sein soll, ist zu verzichten.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Si j'ai bien compris, la modification proposée par le Groupe Forum correspond largement à celle qui vient d'être proposée. Notre proposition est la suivante, **pour l'art. 14, alinéa 1: "Il est interdit d'utiliser en plein air des dispositifs de reproduction sonore entre (...) 22h00 et 6h30. Le reste du temps, les tiers ne doivent pas en être sensiblement gênés".** Donc, **le Groupe Forum propose de supprimer: "...entre 12h00 et 13h00 ainsi qu'entre..."**.

**Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Der Änderungsantrag, welcher noch von der Fraktion BVP plus erarbeitet wurde, geht in die gleiche Richtung. Die Fraktion BVP plus wollte Art. 14 an Art. 12 angleichen, welcher die Ruhezeiten regelt. **Der Antrag lautet, Art. 14 Abs. 1 wie folgt abzuändern: "Der Gebrauch von Tonwiedergabegeräten im Freien darf zwischen 12.00 Uhr und 13.00 Uhr die Mittagsruhe und zwischen 22.00 Uhr und 06.30 Uhr die Nachtruhe nicht beeinträchtigen."** Der zweite Satz soll stehen bleiben. Die Fraktion BVP plus möchte kein grundsätzliches Verbot. Es sollte erlaubt sein, in einem angemessenen Rahmen auch während der Ruhezeiten Musik zu hören, so lange niemand beeinträchtigt wird.

**Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:** Le Groupe des Verts **propose de modifier l'art. 14, alinéa 1, par: "L'utilisation en plein air des dispositifs de reproduction sonore ne doivent pas sensiblement gêner les tiers"**.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP **beantragt zu Art. 14 Abs. 3 eine kleine Ergänzung.** Zusätzlich zu den Veranstaltungen wie Messen, Ausstellungen, Sportanlässe und Volksfeste sollten noch Kulturveranstaltungen erwähnt werden, damit auch diese Werbung für ihre Anlässe machen können. Der Absatz würde neu heissen: "Der Gebrauch von Lautsprecheranlagen im Freien zu Werbezwecken ist untersagt. Das zuständige Polizeiorgan der Stadt kann für besondere Veranstaltungen wie Messen, Ausstellungen, Sportanlässe, **Kulturveranstaltungen** und Volksfeste Ausnahmen bewilligen." Damit wären Kulturveranstaltungen gleichgestellt mit allen anderen Anlässen.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Wieso wurde dieser Artikel überhaupt ins Polizeireglement aufgenommen? Die Tonwiedergabegeräte wurden bereits im alten Reglement sehr detailliert geregelt (Art. 41, 42 und 47). Vieles war verboten, bis hin zum Singen. Es sind sich wohl alle einig, dass das nicht sein kann. Deshalb wurde diese Thematik im neuen Reglement stark vereinfacht. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass über Mittag und nachts in Biel grundsätzlich Ruhe herrschen sollte, so wie das der Stadtrat anlässlich der letzten Stadtratssitzung auch bestätigt hat. Dieser Grundsatz wird im vorliegenden Artikel nochmals abgebildet.

Herr Wiher, wie ein Artikel angewandt wird, hat nicht direkt mit mir zu tun. Es ist nicht meine Aufgabe, das Polizeireglement umzusetzen, sondern die der Kantonspolizei. Natürlich kann eine gewisse Richtung vorgegeben werden. Ein Direktoriumswechsel wird aber keine grundlegende Veränderung herbeiführen. Ich hatte einen Vorgänger und ich werde irgendeinmal eine Nachfolgerin oder einen Nachfolger haben. In dieser

Zeit hat sich Biel schön entwickelt. Offenbar befürchten der PodRing und andere kulturelle Veranstaltende, durch diesen Artikel behindert zu werden. Kulturelle Veranstaltungen benötigen aber sowieso eine Bewilligung, wenn Sonderregelungen in Bezug auf Lärm, Lautsprecher oder Tonwiedergabegeräte benötigt werden. Sie sind von Art. 14 also nicht betroffen, denn diese Auflagen werden in der Bewilligung geregelt.

Es liegen verschiedene Anträge vor, die nur wenig voneinander abweichen. Sollte dem Stadtrat eine Entscheidung schwer fallen, kann er auch einfach vom Gemeinderat verlangen, den Artikel neu zu formulieren. Die Richtung scheint klar zu sein. Ich bin aber über alles froh, was heute definitiv entschieden wird. Ich empfehle dem Stadtrat dennoch, Art. 14 Abs. 1 unverändert zu lassen. In Abs. 3 können die Kulturveranstaltungen aber problemlos mit einbezogen werden.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous passons au vote la proposition des Verts libéraux, à l'art. 14, alinéa 1: *"Der Gebrauch von Tonwiedergabegeräten im Freien darf Drittpersonen nicht erheblich stören."* Monsieur Fehr aimerait ajouter quelque chose.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Von mir aus gesehen muss das Verfahren so sein, dass alle Abänderungsanträge in einem Aufwasch einander gegenübergestellt werden. Jedes Stadtratsmitglied hat eine Stimme. Der obsiegende Abänderungsantrag sollte anschliessend dem Hauptantrag des Gemeinderats gegenübergestellt werden.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Dans ce cas là, je vais opposer les propositions des Verts libéraux et des Verts contre celle de l'ancien Groupe PPB plus. Je vais vous relire le texte de modification de l'ancien Groupe PPB plus, pour que ce soit clair: *"Der Gebrauch von Tonwiedergabegeräten im Freien darf zwischen 12.00 Uhr und 13.00 Uhr die Mittagsruhe und zwischen 22.00 Uhr und 06.30 Uhr die Nachtruhe nicht beeinträchtigen. In der übrigen Zeit dürften Drittpersonen dadurch nicht erheblich gestört werden."* La proposition du Groupe des Verts libéraux est le suivant: *"L'utilisation en plein air des dispositifs de reproduction sonore ne doivent pas sensiblement gêner les tiers."* Il y a encore la proposition du Groupe Forum: de tracer *"...entre 12h00 et 13h00..."*. C'est juste Monsieur Suter?

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Vu les propositions des autres collègues, **je retire la proposition du Groupe Forum.** Nous pouvons nous joindre à l'une ou l'autre des propositions.

## **Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux (*"Der Gebrauch von Tonwiedergabegeräten im Freien darf zwischen 12.00 Uhr und 13.00 Uhr die Mittagsruhe und zwischen 22.00 Uhr und 06.30 Uhr die Nachtruhe nicht beeinträchtigen. In der übrigen Zeit dürften Drittpersonen dadurch nicht erheblich gestört werden."*) opposée à celle de l'ancien Groupe PPB plus (*"L'utilisation en plein air des dispositifs de reproduction sonore ne doivent pas sensiblement gêner les tiers."*).

**La proposition du Groupe des Verts libéraux l'emporte sur celle du l'ancien Groupe PPB plus.**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous allons maintenant opposer la proposition du Groupe des Verts libéraux contre celle du Conseil municipal

### **Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux opposée à celle du Conseil municipal

**La proposition du Groupe des Verts libéraux l'emporte sur celle du Conseil municipal.**

### **Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux: *"Der Gebrauch von Lautsprecheranlagen im Freien zu Werbezwecken ist untersagt. Das zuständige Polizeiorgan der Stadt kann für besondere Veranstaltungen wie Messen, Ausstellungen, Sportanlässe, **Kulturveranstaltungen** und Volksfeste Ausnahmen bewilligen."*

**La proposition du Groupe des Verts libéraux est acceptée.**

## **Section 2: Faune**

### **Art. 15 - Nourrissage des animaux sauvages**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 16 - Devoirs des détenteurs d'animaux**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 17 - Comportement avec les chiens**

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum pense que cette disposition pourrait être beaucoup simplifiée et propose les changements suivants. L'art. 17, alinéa 1 n'est pas contesté. **L'alinéa 2** pourrait être simplifié de la manière suivante: *"La personne qui promène un chien doit veiller à ce que l'animal ne souille ni n'endommage **les infrastructures publiques et la propriété privée**".* L'alinéa 3 est dépassé par la Loi cantonale sur les chiens (cette loi vient d'être votée et un délai référendaire court jusqu'au 19.7.2012). L'obligation des propriétaires de chiens, les mesures de prudence, les mesures qui peuvent être prises par l'Administration, les sanctions encourues par les personnes responsables sont régies dans cette nouvelle loi cantonale. **L'alinéa 3** pourrait être remplacé par: *"Si un chien se montre*

*dangereux ou agressif, la Ville en informe immédiatement les services cantonaux compétents".*

**Rindlisbacher Hugo, Die Eidgenossen:** Ich habe eine Frage zu Abs. 1, "*Hunde sind im öffentlichen Raum grundsätzlich an der Leine zu führen. Der Gemeinderat regelt die Ausnahmen*". Ich möchte wissen, welche Ausnahmen dies wären.

**Garbani Charlotte, PSR:** Pour simplifier l'art 17, on pourrait simplement interdire de posséder un chien! Concernant l'alinéa 1, je trouve absolument excessif de dire que les chiens doivent être tenus en laisse sur tout le domaine public. Les propriétaires de chiens savent quand ils doivent tenir leur chien en laisse ou pas. Je sais que je ne ferai pas l'unanimité avec cette proposition, mais j'exprime tout de même mon avis.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Madame Garbani, j'aimerais que vous formuliez clairement la modification désirée.

**Garbani Charlotte, PSR:** À l'art. 17, alinéa 1, je propose: "*En principe, les chiens doivent être tenus en laisse dans le centre-ville*".

**Güntensperger Nathan, GLP:** Auch ich habe zu Abs. 1 eine kleine Frage: In Art. 71 der Tierschutzverordnung des Bundes (SR 455.1) steht: "*Hunde müssen täglich im Freien und entsprechend ihrem Bedürfnis ausgeführt werden. Soweit möglich sollen sie sich dabei auch unangeleint bewegen können.*" Gemäss Art. 17 des neuen Bieler Polizeireglements sollen Hunde auf öffentlichem Grund aber grundsätzlich an der Leine geführt werden. Hundehaltung in einer Wohnung finde ich nicht wirklich artgerecht. Nun soll dieser Hund, wenn er endlich nach draussen darf, auch noch an der Leine geführt werden. Da frage ich mich, ob ein Hund überhaupt einigermaßen artgerecht gehalten werden kann. Die Argumente von Frau Garbani sind für mich nachvollziehbar.

Zudem würde es auch mich interessieren, was mit dem Zusatz über die Ausnahmen gemeint ist. Ein weiterer Punkt ist die Frage, wie konsequent dieser Artikel umgesetzt werden soll. Sollen wirklich alle, die ihren Hund frei laufen lassen, eine Busse bekommen? Wie hoch wäre diese? Ich glaube, dieser Artikel führt zu viel Ärger...

**Wiederkehr Martin, SP:** Herr Güntensperger sagte richtig, dass es eigentlich dem Tierschutz widerspricht, Hunde in kleinen Stadtwohnungen zu halten und nur angeleint auszuführen. Eigentlich dürften in diesen Wohnungen gar keine Hunde gehalten werden. Aber lassen wir dies einmal beiseite... Ich möchte hier nur in Erinnerung rufen, dass meine Tochter vor nicht allzu langer Zeit ein sinnvolles Postulat (20060472, Anneliese Wiederkehr, "Hunde und Kinder in Parkanlagen") eingereicht hat, das Hundezonen verlangte. Es gibt grosse Städte in Europa, die Hundezonen kennen. Hunde können dort frei laufen gelassen werden. In Biel könnten solche Zonen im Stadtpark, am Strandboden oder anderswo eingerichtet werden, jedenfalls überall dort, wo sich Personen oder Kinder aufhalten, die Angst vor freilaufenden Hunden haben. In diesen Zonen müssten dann diese - übrigens wachsenden - Personengruppen "an die Leine genommen werden"... Ich meine aber, dass der Stadtbevölkerung klar Priorität eingeräumt werden müsste. Da nun aber in der für die Hundehaltung wenig geeigneten Stadt trotzdem Hunde gehalten werden, muss eben die Thematik der Hundezonen wieder aufgegriffen werden, auch wenn der Baudirektor die Behandlung dieser Thematik aufgeschoben hat.

**Thomke Friedrich, BVP:** Ich habe viel mit Hunden zu tun und ich kenne mein Quartier gut. In diesem gibt es viele alte Leute, von welchen ich nicht weiss, wie sie die Stadt verlassen wollen, um ihren Hunden Auslauf zu ermöglichen. Genereller Leinenzwang ist ein fertiger Blödsinn! Leinenzwang macht nur in der Innenstadt Sinn, wo die Leute zu Fuss unterwegs sind und einkaufen. Bevor ein genereller Leinenzwang und allenfalls zwei oder drei Hundezonen eingeführt werden, sollte das bisherige Gesetz, wonach Hunde in Restaurants nicht frei herumlaufen oder nicht in Lebensmittelgeschäfte mitgenommen werden dürfen, durchgesetzt werden.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Die Ausnahmen gemäss Abs. 1 werden in einer separaten Verordnung geregelt. Wie diese aussieht, ist im Moment noch nicht bestimmt. Der Gemeinderat möchte sie nicht alleine erlassen, sondern Hundevereinigungen miteinbeziehen. Nur so kann evaluiert werden, was Sinn macht. Deshalb kann ich noch keine konkreten Aussagen machen. Tendenziell geht es aber in Richtung des Votums von Frau Garbani. In der Innenstadt, wo viele Leute, worunter Kinder, unterwegs sind, werden sicher keine Ausnahmen gemacht. Solche würden wohl eher für die Peripherie genehmigt, wo es auch etwas grüner ist. Es tut sicher auch den Hundebesitzenden gut, wenn sie zwischendurch ins Grüne gehen... Ein Verstoss gegen Abs. 1 kann gebüsst werden. Art. 34 ist vielleicht etwas seltsam, denn darin werden viele vorhergehende Artikel genannt, darunter auch Art. 17. Es wird lediglich erwähnt, dass eine Busse vorgesehen ist. Diese richtet sich nach dem kantonalen Bussenrahmen.

Die Fraktion Forum möchte Abs. 2 einfacher formulieren. Das kann von mir aus gemacht werden und es ist am Stadtrat, sich dazu zu äussern, denn es geht nicht um eine materielle Änderung. Eine klarere Formulierung ist aber sicher sinnvoll.

Zu Abs. 3 meinte vor allem Herr Suter, er würde durch das revidierte kantonale Hundegesetz hinfällig. Ich habe dieses kantonale Hundegesetz dabei, denn Stadt- und Gemeinderat werden langsam Experten in den verschiedensten Themenbereichen. Das revidierte Gesetz regelt auch die Aufgaben der Gemeinden. Insbesondere regelt Art. 12 Abs. 3, dass die Gemeinden in ihrer Polizeigesetzgebung zusätzliche Regeln aufstellen können. In Biel müsste dies im Ortspolizeireglement getan werden. Es kann also eine Grundlage geschaffen werden, damit die Polizeiorgane aktiv werden können. In Abs. 3 geht es um den Zeitpunkt, ab welchem eine Gefährdung festgestellt wird, also bevor die kantonalen Instanzen eingeschaltet sind. Die Polizei muss einen Hund abholen können. Oft herrschen anfangs unklare Situationen, wenn ein Hund auf der Strasse aufgefunden wird. Wer holt ihn und führt ihn den zuständigen Behörden zu? Abs. 3 ist in diesem Sinn zu verstehen. Wie dies die Fraktion Forum verlangt, muss die zuständige kantonale Fachstelle aber unverzüglich informiert werden. Diese Regelung bleibt auch mit dem neuen Hundegesetz bestehen.

Ich möchte dem Stadtrat daher beliebt machen, Abs. 1 nicht zu ändern, Abs. 2 gemäss Antrag der Fraktion Forum abzuändern und bei Abs. 3 der Version des Gemeinderats zuzustimmen.

**Ogi Pierre, PSR:** Madame Garbani me fait un peu peur lorsqu'elle dit que les chiens devraient être tenus en laisse au centre-ville. C'est quoi le centre-ville? Est-ce seulement la place Centrale jusqu'à la Gare ou en ville de Bienne? J'habite en ville de

Bienne mais dans la périphérie. En l'espace de deux ans, 60 appartements ont été construits, ce qui veut dire qu'il y a 70 chiens. Lorsque je me rends du chemin de Schwadernau à la route d'Orpond et que ma petite fille m'accompagne, je dois la porter car les chiens aiment particulièrement s'amuser avec les petits enfants. Ce sont toujours des chiens gentils! Vous avez déjà vu des chiens méchants? La personne qui aime les chiens doit s'en occuper et ne pas les laisser renifler tous les passants et passantes. Même dans les quartiers hors du centre-ville, les enfants doivent pouvoir jouer librement sans être embêtés par des chiens. Il y a beaucoup d'autres endroits, comme la forêt, où les chiens peuvent s'ébattre librement, mais pas en ville! Je propose de ne pas changer l'art. 17, alinéa 1.

**Pichard Alain, GLP:** Es gibt zwei Arten von Verboten: Es wird ganz viel verboten, die Verbote werden aber nicht umgesetzt. Erst wenn etwas passiert, wird auf das Gesetz zugegriffen. Oder: Es wird ebenfalls viel verboten, dies allerdings auch umgesetzt. Auf die Stadt Biel bezogen glaube ich nicht, dass eine generelle Leinenpflicht umsetzbar ist. Hunde laufen überall frei herum. Ich habe grosses Verständnis für Frau Garbani und ihre Forderung "en laisse dans le centre-ville", aber ich muss Herrn Ogi Recht geben. Es ist nicht klar, was das Stadtzentrum umfasst. Der Stadtrat kann sich durch eine solche Bestimmung nicht herausmogeln, sie stellt keinen Kompromiss dar. Wahrscheinlich kann diese Problematik gar nicht über ein Gesetz gelöst werden. Ich möchte Herrn Ogi aber dennoch etwas erwidern und dies gilt meines Erachtens für alle Verbote: Ich weiss nicht, wie oft Sie Ihr Grosskind wegen Hunden hochheben müssen, aber wegen einem oder zwei bissigen und schlecht erzogenen Hunden können doch nicht alle Hunde bestraft werden. Es können auch nicht wegen einem oder einigen Hooligans alle Fussballfans bestraft werden. Ein solches Verbot trifft immer diejenigen, die sich an die Regeln halten. Diejenigen, die sich nicht an Regeln halten, werden das auch mit einem neuen Reglement nicht tun. Es gilt daher aufzupassen, dass nicht aufgrund einzelner Exzesse ganze Bevölkerungsgruppen in den gleichen Topf geworfen werden. Hier sehe ich ein grosses Dilemma.

**Mischler Peter, SP:** Ich komme auch auf den Hund und **stelle den Antrag, Abs. 1 zu ergänzen mit: "Der Gemeinderat regelt die Ausnahmen in einer entsprechenden Verordnung."** Die Verordnung könnte analog zum Parkkartenreglement verfasst werden und vielleicht sogar Hundezonen definieren. Allen, die eine Marke lösen, würde ein Plan ausgehändigt, damit sie genau wissen, wo der Hund anzuleinen ist und wo nicht.

**Nicati Alain, PRR:** Je vous recommande d'accorder l'attention à la proposition de Monsieur Mischler. Effectivement, le problème des chiens ne peut pas se régler en une phrase. Il doit y avoir un nombre énorme de chiens mal éduqués où habite Monsieur Ogi! Je pense, que sur le nombre total des chiens, une minorité saute sur les enfants. Ce n'est pas si tragique.

**Garbani Charlotte, PSR:** Je retire ma proposition pour suivre la proposition de Monsieur Mischler.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich bin froh, dass Frau Garbani ihren Antrag zu Gunsten desjenigen von Herrn Mischler zurückgezogen hat. Herrn Mischlers Antrag würde ich aber noch präzisieren. Abs. 1 müsste, falls der Antrag angenommen würde, heissen: "Hunde sind im öffentlichen Raum grundsätzlich an



der Leine zu führen. Der Gemeinderat regelt die Ausnahmen in einer Verordnung." Das ist doch richtig so, oder? Das scheint der Fall zu sein. Dieser Zusatz kann aufgenommen werden oder auch nicht, er verändert nichts. Der Gemeinderat kann ohnehin die Ausnahmen nur in einer Verordnung regeln, er hat keine anderen Möglichkeiten. In der Verordnung könnten auch Zonen vorgesehen werden, in denen es den Hunden erlaubt ist, frei herumzulaufen. Diese Zonen sollten aber in Absprache mit den Fachleuten definiert werden.

Herr Nicati ist der Ansicht, dass der ganze Art. 17 besser zurückgenommen und neu überdacht werden sollte. Ehrlicherweise muss ich sagen, dass ich in diesem Fall nicht wüsste, was zu überlegen wäre. Entweder soll eine Regelung in eine vorgeschlagene Richtung gehen oder belassen werden. Für mich ist es etwas schwierig herauszufinden, in welchem Sinn die Überarbeitung erfolgen soll. Ich brauche hierfür einen Grundsatzentscheid des Stadtrats. Deshalb bitte ich den Stadtrat, sich heute dazu zu äussern.

Herr Pichard erkundigte sich, wie dieser Artikel überhaupt umgesetzt würde. Ich führte heute bereits mit Herrn Güntensperger ein längeres Telefongespräch zu diesem Thema. Es handelt sich um eine übergeordnete Frage, die im Zusammenhang mit dem ganzen Ortspolizeireglement gestellt werden kann. Ich glaube in der Eintretensdebatte erwähnt zu haben, dass für die Umsetzung des Reglements das Personal nicht aufgestockt werden kann. Das heisst, es geht um eine Frage des Masses. Es werden nicht tonnenweise OrdnungshüterInnen in die Stadt schwärmen und kontrollieren, ob auch alle Hunde angeleint sind. Ich kann mir auch kaum vorstellen, dass offensiv gebüsst würde. Hier hängt es nun tatsächlich etwas von den politischen Vorgesetzten ab, wie sie dies beurteilen. Vielleicht hat Herr Wiher doch recht... Die Stadt hat aber eine SIP (Gruppe für Sicherheit, Intervention, Prävention). Diese würde sicher zuerst den Dialog suchen. Gerade die von Herrn Ogi ausgeführten Ängste kommen mir oft zu Ohren. Auch wenn ein Hund nicht böse ist und nur spielen will, haben es viele Leute nicht gerne, wenn ihnen freilaufende Hunde zu nahe kommen. Das trifft vor allem auch auf Personen mit kleinen Kindern zu. Aber auch Erwachsene stören sich daran. Es stellt sich nun die Frage, ob eine generelle Leinenpflicht für Hunde zumutbar ist oder nicht. Der Gemeinderat ist der Meinung, es sei zumutbar.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum retire sa proposition concernant l'alinéa 3. Madame Schwickert nous a convaincus.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous votons d'abord la proposition du Groupe Forum, art. 17, alinéa 2 et ensuite, nous voterons la proposition de Monsieur Mischler, alinéa 1.

## **Vote**

sur la proposition du Groupe Forum de simplifier l'alinéa 2 de l'art. 17 de la manière suivante: *"La personne qui promène un chien doit veiller à ce que l'animal ne souille ni n'endommage **les infrastructures publiques et la propriété privée**".*

**La proposition est acceptée.**

## Vote

sur la proposition de Monsieur Mischler d'ajouter à l'alinéa 1 de l'art. 17: "Der Gemeinderat regelt die Ausnahmen in einer entsprechenden Verordnung."

**La proposition est acceptée.**

## Section 3: Publicité et formation de l'opinion politique

### Art. 18 - Port de publicité / publicité temporaire

**Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:** Je vais m'exprimer sur les art. 18 et 19, alinéa 3 des deux articles. Avec la responsabilité solidaire, l'affichage sauvage veut clairement être combattu, alors qu'il n'y a pas assez de panneau pour la culture en Ville! Donc, tant que le problème de l'affichage culturel en Ville n'est pas réglé, il n'est pas possible de punir sévèrement l'expression de cette même culture. Le Groupe des Verts **propose de supprimer les alinéas 3 des art. 18 et 19.**

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste a également des remarques à faire concernant les art. 18 et 19. Ces deux articles parlent, à la fois de la promotion des activités culturelles et en même temps de la publicité commerciale. Il y a un mélange entre l'art. 18 et 19, qui nous paraissent nécessiter une 2<sup>ème</sup> lecture. **Le Groupe socialiste propose, que le Conseil municipal retravaille ces deux articles**, dans le sens d'une plus grande clarté, pour distinguer les fins commerciales et le domaine culturel. Ce n'est pas la même chose de vendre des assurances ou des stylos, que de faire de la promotion pour une association ou pour une campagne électorale. Il nous semblait, que dans l'ancien Règlement de police, il y avait l'expression "*à caractère idéal*". Il était précisé: "*Qu'un certain nombre de promotions sur l'espace public correspondant à la vie culturelle et associative, à caractère idéal*". C'était le terme, un peu ancien, qui correspondait bien et il faudrait peut-être réintroduire ce concept.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte mich ebenfalls zu Art. 18 und Art. 19 äussern, da die Herren Némitz und Donzé diese Verbindung aufbrachten. Das verstehe ich, denn die beiden Artikel haben tatsächlich einen gewissen Zusammenhang. Herrn Némitz möchte ich aber widersprechen. Die beiden Artikel haben unterschiedliche Ziele. Das wird bereits aus den Titeln klar ersichtlich. Es wird nichts vermischt. Einerseits wird das Herumtragen von Reklame geregelt, andererseits die Verteilung von Drucksachen. Das sind zwei ganz verschiedene Dinge, auch wenn ich vielleicht schlussendlich doch noch sage, der Gemeinderat überarbeite die beiden Artikel nochmals. Im Moment sehe ich aber nicht, was er zur Klärung beitragen könnte. Mir ist insbesondere noch nicht klar, was unklar ist.

Die Fraktion SP möchte stärker unterscheiden zwischen ideeller und kommerzieller Werbung. Darin gleicht das neue dem alten Reglement. Insbesondere Art. 18 Abs. 2 (früherer Art. 9) regelt, wofür eine Bewilligung notwendig ist. Ich könnte mir aber vorstellen, dass es der Fraktion SP, wie auch Herrn Donzé, um Abs. 3 geht. Soll auch in Abs. 3 zwischen kommerzieller und ideeller Werbung unterschieden werden? Dieser Absatz regelt, dass angerichteter Schaden vom Verursachenden behoben

werden muss. Wird dies nicht gemacht, kann der dafür nötige Aufwand verrechnet werden. Ob dies gewünscht ist oder nicht, bleibt eine Grundsatzfrage. Ich bitte den Stadtrat, sich dazu zu äussern. Eine Unterscheidung zwischen kommerziellen und ideellen Zwecken finde ich sehr schwierig. Wie könnte begründet werden, dass den einen eine Rechnung gestellt wird und den anderen nicht? Von mir aus gesehen müssen in diesem Bereich für alle die gleichen Regeln gelten.

An der letzten Stadtratssitzung fand zu meinem Erstaunen keine Diskussion über das Mehrweggeschirr statt. Der Stadtrat nahm den Vorschlag des Gemeinderats, solches einzuführen, diskussionslos an. Alle, die damals zustimmten, sollten nun konsequenterweise auch Abs. 3 zustimmen, denn beide Regelungen haben die Verminderung von Abfall zum Ziel. Es wird erwartet, dass der Abfall weggeräumt wird. Ansonsten werden die für die Reinigung anfallenden Kosten fakturiert. In diesem Sinn bitte ich den Stadtrat, Abs. 3 unverändert zu übernehmen.

### **Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts de supprimer l'alinéa 3 de l'art. 18.

**La proposition est refusée.**

### **Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste de clarifier l'art. 18 au sens de faire la différence entre les fins commerciales et privées.

**La proposition est refusée.**

## **Art. 19 - Distribution d'imprimés**

**Güntensperger Nathan, GLP:** Die Fraktion GLP sieht keinen Grund, das Verteilen von Drucksachen anzumelden. Es handelt sich einzig um bürokratischen Aufwand, der sich nicht lohnt und niemandem nützt. Zudem ist der widmungsgemässe Gebrauch des öffentlichen Raums bereits ausreichend in Art. 6 geregelt. **Somit sieht die Fraktion GLP keinen Bedarf für Abs. 1 und beantragt, ihn zu streichen.**

**Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Ich beziehe mich auch auf Abs. 1. Entgegen der Fraktion GLP wollte die ehemalige Fraktion BVP plus nur den ersten Satz von Abs. 1 ändern. Sie sah nicht ein, weshalb das Verteilen von Flyern gemeldet werden soll. Grundsätzlich sind wir aber ebenfalls der Ansicht, dass möglichst kein Abfall produziert und der öffentliche Raum nicht eingeschränkt werden soll. Die ehemalige Fraktion BVP plus sah aber keinen Sinn in einer Meldepflicht bei der Polizei. Auch ich finde sie unlogisch. Meines Erachtens sollte das Verteilen von Unterlagen aus folgendem Grund jeweils gestattet werden: Jede Passantin und jeder Passant hat jederzeit die Möglichkeit, einen Flyer entgegenzunehmen oder ihn abzulehnen. Lehnt er oder sie diesen ab, nimmt die Passantin oder der Passant den Flyer aber auch gar nicht entgegen und es entsteht somit auch kein Abfall und die Stadt bleibt sauber. Bei den in Abs. 2 und 3 festgehaltenen Vorgehensweisen jedoch

ist dies nicht der Fall. Aus diesem Grund plädieren wir dafür, diese Absätze in der bestehenden Formulierung beizubehalten. **Ich beantrage daher den ersten Satz von Abs. 1 wie folgt abzuändern: "Das Verteilen von Drucksachen an Passanten im öffentlichen Raum ist gestattet."** Der zweite Satz in Absatz 1 müsste hingegen nicht verändert werden.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Dans les grandes lignes, le Groupe Forum a trouvé les mêmes objections que les rapporteurs des groupes, qui viennent de s'exprimer. Il serait exagéré, que toutes distributions d'imprimés devraient nécessiter l'autorisation de l'organe de police locale compétent. Le Groupe Forum **propose de modifier l'art. 19, alinéa 1 comme suit:** *"La distribution d'imprimés à des fins commerciales aux passants sur le domaine public, qui risque de restreindre considérablement l'usage conforme à l'affectation du domaine public, est soumise à l'autorisation de l'organe de police locale compétent"*. Les distributeurs d'imprimés devront analyser, dans quelle mesure ils vont encombrer la circulation dans la Ville, pour savoir s'ils doivent demander une autorisation à l'organe de police locale compétent. Par contre, la distribution d'imprimés à des fins commerciale en Ville est une activité, que le Groupe Forum considère tout à fait admissible.

Je continue avec **l'alinéa 2**. La proposition du Conseil municipal prévoit, qu'il est nécessaire d'obtenir une autorisation de l'organe municipal compétent, pour jeter ou exposer des tracts publicitaires sur le domaine public. **Le Groupe Forum propose d'interdire de jeter ou d'exposer des tracts publicitaires sur le domaine public.**

À l'alinéa 3, il y a un lien avec l'art. 18, alinéa 3. Je ne l'ai pas soulevé lorsqu'on a parlé de l'art. 18. Cet alinéa 3 dit deux choses: d'une part il instaure un régime d'autorisation pour une certaine activité, qui consiste à apposer de la publicité temporaire sur le domaine public et d'autre part la publicité apposée sans autorisation peut être retirée à la charge de l'auteur de l'infraction. **L'art. 19, alinéa 3** va dans le même sens: *"Les mesures requises de nettoyage ou d'élimination peuvent être facturées à la personne qui a distribué les imprimés"*. **Le Groupe Forum propose donc, que ces deux questions de responsabilité soient réunies en une disposition particulière, qui ne traite que de ce sujet.** Cela facilitera la lisibilité et mettra en évidence cette question de responsabilité. En même temps, l'art. 18, alinéa 3 sera clarifié.

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** J'espère que vous arrivez à suivre... Ces articles sont tellement clairs, que les explications données clarifient encore plus les choses! À mon avis, cela plaide dans le sens de la nécessité de retravailler ces articles.

J'aimerais insister sur l'art. 19, alinéa 1. Dans la première phrase, il y a l'obligation de s'annoncer pour distribuer des imprimés à des fins commerciales sur le domaine public et dans la deuxième phrase, si l'usage conforme à l'affectation du domaine public risque d'en être restreint, la distribution d'imprimés nécessite l'autorisation de l'organe de police locale compétent. Pour un alinéa, il y a déjà deux exigences. La distinction entre certaines activités ou d'autres n'est pas claire. L'ancien Règlement de police stipulait: *"Sont exceptés, les imprimés visant un objectif de caractère idéal"*. Du point de vue du Groupe socialiste, l'ancien article est plus facile, plus pratique et

plus clair que le nouvel article. Je maintiens **ma proposition: le Conseil municipal doit retravailler l'art. 19.**

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne:** Ich stelle mir die Frage, wie die Stadt einer Organisation juristisch nachweisen will, dass sie für das Anbringen oder Verteilen von Drucksachen verantwortlich ist. Stellen Sie sich vor, ich würde für eine Wahlveranstaltung der Fraktion Forum in der Stadt Zettel verteilen, nur um der Fraktion Forum zu schaden, weil diese dann dafür belangt werden kann. Mit diesem Artikel wäre ein solches Vorgehen möglich. Ich möchte damit nur aufzeigen, was so geahndet und gebüsst werden könnte. **Deshalb beantrage ich in Abs. 3 das Wort "veranstaltenden" zu streichen.** Schlussendlich kann einer Organisation nicht nachgewiesen werden, ob eine Person in ihrem Auftrag gehandelt hat oder nicht.

Zu Abs. 2 habe ich noch eine andere Überlegung, welche mir nicht aus dem Kopf geht. Ich sehe nicht ein, wie eine Stadt bewilligen können soll, dass Flyer beispielsweise unter Scheibenwischer, in Velokörben und so weiter angebracht werden dürfen. Dabei geht es doch um Privateigentum!

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich beginne mit dem Votum von Herrn Némitz zu Abs. 1. Zu Recht wurde gesagt, dass bisher zwischen "kommerziell" und "ideell" unterschieden wurde. Aber: Art. 14 des heute gültigen Reglements beinhaltet eine generelle Bewilligungspflicht. Eine solche möchte der Gemeinderat nicht mehr. Er will nur noch eine Meldepflicht für kommerzielle Zwecke. Für ideelle Zwecke sind weder eine Melde- noch eine Bewilligungspflicht vorgesehen. In Art. 19 geht es nur um kommerzielle Zwecke, weshalb nicht unterschieden werden muss. Nun wurde der Antrag gestellt, die Meldepflicht zu streichen und dafür eine Bewilligungspflicht für Aktionen einzuführen, welche den widmungsgemässen Gebrauch des öffentlichen Raums erheblich einschränken. Wird nicht gleichzeitig eine Meldepflicht eingeführt, weiss die Stadt gar nicht, dass sie etwas zu bewilligen hat. Zuerst muss die Stadt überhaupt erfahren, was geplant ist. Erst danach kann sie entscheiden, ob gesteigerter Gemeingebrauch vorliegen könnte oder nicht. Dies bedingt aber, dass beide Sätze des ersten Absatzes stehen bleiben. Nur mit dem zweiten Satzteil lässt sich nicht beurteilen, worum es geht. Gibt es eine Meldepflicht, können die zuständigen Behörden mit den Veranstaltenden zusammensitzen und rasch beurteilen, ob eine Bewilligung (unter Umständen auch mit Auflagen) nötig ist oder nicht.

In Abs. 2 möchte die Fraktion Forum restriktiver sein als der Gemeinderat. Letzterer verlangt eine Bewilligung für den Abwurf oder das Auflegen von Flyern. Dies ermöglicht es der Stadt zu steuern und allfällige Auflagen zu machen. Der Abwurf und das Auflegen von Flyern sollen aber nicht komplett verboten werden. Wünscht der Stadtrat dies, kann auch die alte Lösung fortgeführt werden, es liegt an ihm, darüber zu befinden.

Zu Abs. 3 ist mir in der Zwischenzeit wieder in den Sinn gekommen, was ich Herrn Donzé zu Art. 18 antworten wollte. Bereits zu Art. 18 Abs. 3 sprach er von der Plakatierung. Doch auch Art. 19 Abs. 3 regelt die Plakatierung. Vielleicht haben einige Stadratsmitglieder das Gefühl, es stünde zu wenig legale Fläche für die Plakatierung zur Verfügung. Ich kann den Stadtrat aber nur bitten, dieses Problem nicht über Art. 19 Abs. 3 des Ortspolizeireglements zu lösen. Es geht um zwei verschiedene Dinge.

Dem Gemeinderat liegen überwiesene Vorstösse vor, die mehr Fläche zum Plakatieren verlangen. Die Stadt ist derzeit daran, dafür Lösungen zu finden. Das ist meines Erachtens der richtige Weg. Über die Streichung von Abs. 3 kann das Plakatierungsproblem nicht gelöst werden. Herr Grupp machte den Vorschlag, in Abs. 3 "...veranstaltenden..." zu streichen. Somit könnten nur die verursachenden und die Auftrag gebenden Personen belangt werden. Das geht für mich in Ordnung. Die Auftrag gebenden Personen können besser eruiert werden als die veranstaltenden. So besteht vielleicht ein Vertrag für die Plakatierung oder für die Verteilung von Drucksachen. Herr Suter schlug für eine bessere Lesbarkeit vor, einen neuen, separaten Artikel einzufügen, der sich inhaltlich an den bestehenden Art. 18 Abs. 3 und Art. 19 Abs. 3 orientiert und diese dafür streicht. Dazu gibt es zwei Philosophien. Klar könnte dies so geregelt werden. Der Gemeinderat geht aber davon aus, dass sich primär Laien mit diesem anspruchsvollen Reglement konfrontiert sehen. Sollen Drucksachen verteilt werden, kann in Art. 19 nachgeschlagen werden. Der Gemeinderat fand es praktisch, dass alles zum Thema Drucksachen im gleichen Artikel geregelt ist, denn vielleicht lesen Laien nicht weiter und bekämen dann auch die Ausnahmen und die Solidarhaftung nicht mit. Der Gemeinderat strebte ein möglichst praktikables Reglement an. Wahrscheinlich wird bei Veranstaltungen oder der Verteilung von Drucksachen meist nach Stichworten gesucht. Alles dafür Notwendige findet sich dann im selben Artikel. Aber wie bereits an der letzten Sitzung besprochen, könnte das Reglement natürlich auch anders aufgebaut werden.

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Je comprends, que l'alinéa 1 concerne les tracts culturels (matériel d'informations pour des associations), mais il y a aussi deux adjectifs dans cet alinéa, qui concernent les tracts publicitaires et les fins commerciales. Il y a un mélange de deux sujets dans cet art. 19. La distribution de tracts culturels est autorisée, sans demandes d'autorisation. Mais, cette définition est aussi valable pour de la publicité pour Nestlé. Donc, si je fais de la distribution de publicité à des fins commerciales pour une entreprise de téléphonie, je n'ai plus besoin d'autorisation. Je dois simplement informer l'organe de police locale compétent. Il faudrait réfléchir à ce mélange et maintenir l'autorisation en ce qui concerne la distribution à des fins commerciales et maintenir la souplesse en ce qui concerne le travail associatif et culturel.

**Güntensperger Nathan, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP hat ihren Antrag auf Streichung von Abs. 1 nicht zurückgezogen. Ist das der Sicherheitsdirektorin entgangen? Wie Herr Némitz erwähnte, ist es schon etwas seltsam: Wer kommerzielle Zettel verteilen will, muss sich melden, damit ihm gesagt werden kann, dass er, sofern der widmungsgemässe Gebrauch des öffentlichen Raums durch das Vorhaben erheblich beeinträchtigt wird, eine Bewilligung braucht. Werden aber nicht kommerzielle Zettel verteilt, wäre keine Bewilligung notwendig, weil dies nicht gemeldet werden muss... Deshalb ist die Fraktion GLP der Meinung, dass Abs. 1 komplett gestrichen werden kann. Der widmungsgemässe Gebrauch des öffentlichen Raums wird in Art. 6 geregelt. Die Fraktion GLP sieht nicht ein, weshalb etwas angekündigt werden soll, wenn es sowieso erlaubt ist bzw. etwas bewilligt werden muss, wo dies doch bereits in einem anderen Artikel geregelt ist.

**Garbani Charlotte, PSR:** Madame Schwickert, lorsque vous parlez d'une proposition de Monsieur Suter, qui vous paraît trop compliquée, vous dites que ce Règlement de police s'adresse à chacun et chacune. Le Conseil de ville doit être apte à le

comprendre. Pourtant, personne ne comprend la même chose. Au sein d'un même groupe, on ne comprend pas la même chose. Cela signifie, quand même, que cet article n'est pas clair! Il y a beaucoup de propositions différentes, qui vont dans des directions différentes, mais qui finalement se rejoignent. Je vous encourage, Mesdames et Messieurs, à soutenir la proposition de Monsieur Némitz, qui demande de renvoyer cet article au Conseil municipal pour y être complètement retravaillé, sinon, il faudra le renvoyer dans six mois.

**Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Ich kann dem Antrag der Fraktion GLP folgen und **ziehe meinen Antrag für die ehemalige Fraktion BVP plus zurück.** Es stimmt, dass die Nutzung des öffentlichen Raums bereits in Art. 6 geregelt ist. Deshalb kann der ganze Abs. 1 von Art. 19 gestrichen werden.

**Grünenwald Samuel, UDF:** J'ai écouté Madame Schwickert, qui m'a plus ou moins convaincu. La première phrase de l'alinéa 1 est assez problématique: "*La distribution d'imprimés (tracts publicitaires, programmes de concerts, etc.) à des fins commerciales aux passants sur le domaine public est soumise à l'obligation de s'annoncer à l'organe de police locale compétent*". **Je propose de supprimer** le texte entre parenthèses: "***tracts publicitaires, programmes de concerts, etc.***".

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** En comparaison avec les autres propositions, qui viennent d'être faites, il me semble que la proposition du Groupe Forum est celle qui s'oriente le plus à la proposition du Conseil municipal. Je pense, que l'alinéa 1 de l'Art. 19 garde son sens et il ne faut absolument pas le renvoyer aux dispositions générales concernant l'utilisation du domaine public.

**Le Groupe Forum propose de modifier la fin de la première phrase de l'alinéa 1 de la manière suivante:** "*La distribution d'imprimés (tracts publicitaires, programmes de concerts, etc.) à des fins commerciales aux passants sur le domaine public, **qui risque de restreindre considérablement l'usage conforme à l'affectation du domaine public, est soumise à l'autorisation de l'organe de police locale compétent***". Le Groupe Forum pense, que c'est à la personne qui distribue la publicité, de savoir si oui ou non son action est encombrante, à tel point qu'elle risque de causer du désordre sur le domaine public. La responsabilité est mise sur la personne concernée et c'est à elle de savoir ce qu'elle fait. Lorsqu'une activité dérange l'utilisation du domaine public, il faut à ce moment-là une autorisation et il n'est pas nécessaire de l'annoncer avant.

**Wiher Max, GLP:** Ich möchte vor den Anträgen warnen, welche diesen Artikel zur Überarbeitung an den Gemeinderat zurückgeben wollen. Das Ziel von Frau Schwickert dürfte sein, dass der Stadtrat heute klare Positionen bezieht. Wenn die Artikel nur zur Überarbeitung zurückgegeben werden, weiss sie nicht mehr als vor der Stadtratssitzung und das Ziel rückt kein bisschen näher. Deshalb appelliere ich daran, heute Abend klar Stellung zu beziehen und nicht wieder auf Feld 1 zurückzugehen.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich danke Herrn Wiher für sein Votum. Es ist tatsächlich mein Ziel, dass der Gemeinderat nach der heutigen Sitzung weiss, wohin die Reise gehen soll. Manchmal muss tatsächlich noch eine Bestimmung umformuliert werden. Inhaltlich sollte sie aber nach Möglichkeit feststehen, ansonsten womöglich eine dritte oder vierte Lesung notwendig würde. Wäre das der Fall, ist

nicht sicher, dass das Ortschaftsreglement noch in dieser Legislatur verabschiedet werden kann.

Zu Abs. 1 stellte Herr Grünenwald den Antrag, den Klammerinhalt zu streichen. Das geht in Ordnung, denn es dient der Vereinfachung. Herr Suter findet, dass die Veranstaltenden selber entscheiden können sollen, ob die Nutzung des öffentlichen Raums eingeschränkt wird oder nicht. Auf Grund dessen werde eine Meldepflicht hinfällig. Davor möchte ich warnen. Es können längst nicht alle immer selber entscheiden, ob eine Bewilligung notwendig ist oder nicht! Es ist am offiziellen Polizeiorgan zu beurteilen, ob eine Bewilligung nötig ist oder nicht. Trotzdem sollte der Verwaltungsapparat nicht unnötig aufgebläht werden. Ein Telefonanruf erfüllt die Meldepflicht. Nur wenn eine Bewilligung erforderlich wird, muss ein Formular ausgefüllt werden. Die Stadt muss aber den Überblick behalten. Ich bin überzeugt davon, dass es richtig ist, das Urteil, ob eine Bewilligung notwendig ist, dem Polizeiinspektorat zu überlassen.

Ist Abs. 1 grundsätzlich überhaupt notwendig? Herr Güntensperger meint nicht. Er verweist dazu auf Art. 6 Abs. 1. Stimmt das? Dem ist offenbar so. Es tut mir leid, aber in Art. 6 geht es um etwas Anderes. Dort geht es nicht um Drucksachen, sondern um den Gebrauch des öffentlichen Raums im Sinne von freiem Zugang zu öffentlichen Einrichtungen, Denkmälern, Statuen, Brunnen und so weiter. Das ist Inhalt von Art. 6 Abs. 1. Die Drucksachen werden in einem anderen Kapitel geregelt. Art. 6 legt den Grundsatz fest, der mit Art. 19 Abs. 1 bezüglich Drucksachen detailliert wird. Nicht alles, was den öffentlichen Raum betrifft, kann einfach unter Art. 6 Abs. 1 subsumiert werden. Art. 19 Abs. 1 steht nicht in Widerspruch zu Art. 6 Abs. 1, sondern ist eine Präzisierung in Bezug auf Drucksachen und die Melde- und Bewilligungspflicht. Die Meldepflicht wird in Art. 6 Abs. 1 nicht erwähnt. *(Zwischenruf aus dem Saal)* Ach so, die wollen Sie nicht? Dann müssen Sie einfach gegen die Meldepflicht stimmen...

Zu Abs. 2 wurde ich in der Zwischenzeit informiert, dass das Auflegen und Abwerfen von Werbezetteln nicht einfach verboten werden kann. Dazu gibt es ein Urteil des Bundesgerichts, welches besagt, dass ein grundsätzliches Verbot, Drucksachen zu verteilen, nicht zulässig ist; dies verletzt die Wirtschaftsfreiheit. Deshalb kann in Abs. 2 kein Verbot erlassen werden. Trotzdem soll das Auflegen und Abwerfen von Werbezetteln einer Bewilligungspflicht unterliegen.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je propose d'arrêter les discussions et de voter. A l'art.19, alinéa 1, nous allons opposer la proposition du Groupe des Verts libéraux à celle du Groupe Forum



**Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux, de supprimer l'alinéa 1 de l'art. 19 opposée à la proposition du Groupe Forum, de modifier le début de l'alinéa 1 de la manière suivante: "*La distribution d'imprimés (tracts publicitaires, programmes de concerts, etc.) à des fins commerciales aux passants sur le domaine public, **qui risque de restreindre considérablement l'usage conforme à l'affectation du domaine public, est soumise** à l'autorisation de l'organe de police locale compétent*".

**La proposition du Groupe Forum l'emporte sur celle du Groupe des Verts libéraux.**

**Fehr Erich, maire:** Excusez-moi Madame la Présidente, vous considérez maintenant l'amendement comme rejeté?

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Pas encore. Il y a encore la proposition de Monsieur Grünenwald.

**Fehr Erich, maire:** À mon avis, c'est inexacte. La proposition de Monsieur Grünenwald est la formulation originale, mais modifiée. Il faut d'abord savoir si la proposition du Groupe Forum est acceptée. À ce moment-là, il faut voter si on veut supprimer le texte entre parenthèses (proposition de Monsieur Grünenwald).

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** J'ai opposé les deux propositions. La proposition du Groupe Forum a obtenu 12 OUI et celle du Groupe des Verts libéraux a obtenu 7 OUI. Donc, la proposition du Groupe des Verts libéraux est refusée. *Agitation dans la salle...* Mais, je les ai opposées, j'ai demandé qui soutenait la proposition des Verts libéraux et qui soutenait la proposition du Groupe Forum. *Agitation dans la salle...*

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Von mir aus gesehen gibt es zwei Varianten. Eine wäre, alle gestellten Anträge als Unteranträge anzuschauen und gegeneinander abzustimmen. Dies würde aber nicht sehr viel Sinn machen, weil die verschiedenen Anträge nicht in die gleiche Richtung zielen. Von mir aus gesehen ist der Antrag, den ganzen Artikel zu überarbeiten, eine Grundsatzfrage, welche zuerst geklärt werden könnte. Wird dieser abgelehnt, kann über die einzelnen Absätze abgestimmt werden. Auch dort ist der Streichungsantrag der Fraktion GLP anders zu behandeln als die Änderungsanträge. Wenn der Streichungsantrag angenommen wird, macht es keinen Sinn, die Inhalte zu diskutieren. Wird die Streichung abgelehnt, muss der Antrag der Fraktion Forum der Version des Gemeinderats gegenübergestellt werden. Wenn der Gemeinderat obsiegt, stellt sich noch die Frage, ob die Klammerbemerkung gestrichen werden soll. Dies wäre mein Vorschlag. Formell könnte auch alles als gleichwertig angeschaut werden, was praktisch aber wohl keinen Sinn macht.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Merci Monsieur le Maire. Donc, on inverse les votes. Je répète le vote précédent et je prends en premier la proposition du Groupe socialiste, de renvoyer l'art. 19 au Conseil municipal pour être retravaillé.

**Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste, de renvoyer l'art. 19 au Conseil municipal pour être retravaillé.

**La proposition est refusée.**

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Damit es für alle klar ist, würde ich vorschlagen, dass nun noch über den Antrag abgestimmt wird, den ganzen Abs. 1 zu streichen und erst danach über den Vorschlag von Herrn Donzé.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Dans ce cas, on va voter les amendements formulés:

- Le Groupe des Verts libéraux propose de supprimer l'alinéa 1.
- Le Groupe des Verts propose de supprimer l'alinéa 3.

**Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux de supprimer l'alinéa 1.

**La proposition est refusée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts de supprimer l'alinéa 3.

**La proposition est refusée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe Forum, de modifier l'art. 19, alinéa 1: "*La distribution d'imprimés (tracts publicitaires, programmes de concerts, etc.) à des fins commerciales aux passants sur le domaine public, **qui risque de restreindre considérablement l'usage conforme à l'affectation du domaine public, est soumise** à l'autorisation de l'organe de police locale compétent.*"

**La proposition est refusée.**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Monsieur Suter, c'est très compliqué. Je vous prie de bien vouloir nous expliquer vos propositions concernant les alinéas 2 et 3.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Je récapitule:

- La proposition de modifier la première phrase de l'alinéa 1 de l'art. 19 a été votée.
- Il faut maintenant encore voter la proposition du Groupe Forum concernant l'alinéa 2, où nous proposons de modifier le début de la phrase comme suit: "**Il est interdit de jeter ou d'exposer des tracts publicitaires...**".

- Ensuite, à l'alinéa 3, il est question de la responsabilité. Le Groupe Forum propose **de réunir l'alinéa 3 de l'art. 18, 2<sup>ème</sup> phrase et l'alinéa 3 de l'art. 19**, qui ne parlent seulement de responsabilité.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Merci Monsieur Suter. Nous allons d'abord voter la proposition de Monsieur Grünenwald.

### **Vote**

sur la proposition de Monsieur Grünenwald de tracer à l'alinéa 1: *"tracts publicitaires, programmes de concerts, etc."*

**La proposition est acceptée.**

### **Vote**

sur la proposition du Groupe Forum d'inscrire à l'alinéa 2: *"Il est interdit de jeter et de coller des publicités sans devoir soumettre ceci à un régime d'autorisation"*.

**La proposition est refusée.**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous n'allons pas voter sur les propositions du Groupe Forum, de réunir l'art. 18, alinéa 3, 2<sup>ème</sup> phrase et l'art. 19, alinéa 3 et de régler la responsabilité dans un nouvel article. Il s'agit d'une question systématique, qui a déjà été discutée lors du débat d'entrée en matière.

### **Vote**

sur la proposition de Monsieur Grupp de supprimer à l'alinéa 3: *"...pour le compte de laquelle la distribution a été faite..."*

**La proposition est acceptée.**

## **74. Motivation de l'urgence du postulat 20120230, Max Wiher, PVL, "Zones de distraction à Bienne"**

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Eigentlich wollte die Fraktion GLP aufgrund der veränderten politischen Situation in Bezug auf Ausgangszonen einen Rückkommensantrag zur Abstimmung zu Art. 12 des Polizeireglements der letzten Stadtratssitzung stellen. Zu diesem Thema wurde im Nationalrat von grünliberaler Seite ein Vorstoss eingereicht. Auch die Stadt Bern befasst sich intensiv mit dem Thema. Ein Rückkommensantrag ist aber aus formellen Gründen nicht möglich. Deshalb möchte die Fraktion GLP das Thema mittels dringlichem Postulat erneut einbringen.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence du postulat 20120230, Max Wiher, PVL

**L'urgence est accordée.**

**75. Motivation de l'urgence de la motion interpartis 20120231, Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, PVL, Pablo Donzé, Les Verts, "Branche Ouest de l'A5 supportable pour Bienne"**

**Steinmann Alfred, Fraktion SP:** Ich ersuche den Stadtrat, die Dringlichkeit dieser Motion zu unterstützen. Sie wird von den Fraktionen SP, Grüne und GLP getragen. Darin wird der Gemeinderat aufgefordert, sich beim Kanton und beim Bund für einen stadtverträglichen A5-Westast einzusetzen. Die Stadt soll die Interessen der Bevölkerung wahrnehmen. Die Motionäre fordern, dass

1. alle Anschlüsse soweit möglich überdacht werden,
2. der Anschluss in Richtung Stadt in der Seevorstadt hinter der Bahnlinie gebaut werden soll,
3. die Anschlusszonen Biel Centre und Seevorstadt so gebaut werden, dass sie für alle Verkehrsteilnehmenden, also auch für den Langsamverkehr und den öffentlichen Verkehr, möglichst staufrei und gefahrlos befahrbar bleiben.

Da im Moment das Mitwirkungsverfahren läuft, bitte ich den Stadtrat, die Dringlichkeit des Vorstosses mitzutragen. Das Thema ist hochaktuell.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de la motion interpartis 20120231, Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, PVL, Pablo Donzé, Les Verts

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 20h10 - 21h10**

**67. 20110111 Révision totale du Règlement de police (suite)**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous continuons notre Règlement de police avec l'art. 20.

**Art. 20 - Cortèges, rassemblements et réunions**

**Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts:** Les manifestants, qui nous ont accueillis tout à l'heure devant l'entrée du bâtiment, à la pause, auraient dû demander une autorisation à la Municipalité, il y a quatre semaines. Ils auraient également dû fournir toute une série de renseignements relatifs au thème, à la date, à l'heure, à la

durée, au déroulement, au lieu et donner les noms de tous les responsables, des contacts et de la direction de l'organisation de cette manifestation, pour obtenir l'autorisation de rassemblement de ce soir. Cet art. 20 détaille tous les renseignements, qui doivent être fournis pour obtenir une autorisation pour une manifestation et un rassemblement dans l'espace public. Il fixe un délai de quatre semaines pour annoncer une manifestation. Le Gouvernement canadien a fixé à huit heures ce même délai et 300'000 personnes ont manifesté pendant un mois contre cette réglementation. Cet article est d'une part extrêmement détaillé et d'autre part il pose des exigences, qui ne pourront pas être remplies. Il traite de la même manière les grands rassemblements, tel que le Carnaval ou le 1<sup>er</sup> mai et les rassemblements spontanés réagissant à des situations d'actualité. **Le Groupe des Verts demande de modifier le dernier paragraphe de l'alinéa 1 de l'art. 20** comme suit: "*Les demandes correspondantes doivent être déposées dans un délai permettant d'assurer la sécurité publique et l'organisation de la circulation routière.*"

**Le Groupe des Verts demande en plus de modifier le premier paragraphe de l'alinéa 2 de l'art. 20** comme suit: "*Dans des cas exceptionnels, les demandes correspondantes peuvent se faire par arrangement oral entre les organisateurs et l'organe de police compétente.*"

**Enfin, le Groupe des Verts demande que les alinéas 3 à 6 soient supprimés et que les alinéas 7 et 8 soient retravaillés.** Il y a en effet un paradoxe entre: "*Il est interdit de participer sciemment à des manifestations non autorisées ou expressément interdites, ou d'inciter à y participer.*" et "*S'ils se retirent volontairement, ou si la manifestation non autorisée se déroule jusqu'à la fin sans violence contre les personnes et les choses, ils seront exemptés de toute peine prévue par le présent règlement.*"

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Les conditions d'autorisation auxquelles sont soumises les demandes de manifestations sont en effet assez complexes. **Le Groupe socialiste propose de remanier et de simplifier l'alinéa 1 de l'art. 20.**

D'autre part, s'agissant des alinéas 7 et 8, le Groupe socialiste est d'avis que ce Règlement insiste de manière exagérée sur ces questions de manifestations interdites ou non autorisées. L'alinéa 8 cherche surtout à prévenir des risques de violence dans les manifestations et les manifestations à connotation raciste. Il convient, évidemment, de prendre des mesures mais dans ce cas, il convient de le préciser dans le Règlement de police et ne pas généraliser. **Le Groupe socialiste propose également de clarifier et de remanier les alinéas 7 et 8.**

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Ce chapitre traite la Section 3: "Publicité et formation de l'opinion publique". Dans ce contexte, l'art. 20 relatif aux cortèges, rassemblements et réunions se rapporte principalement aux manifestations politiques. Il s'agit, avant tout, de la protection d'un droit constitutionnel. Ce droit est soumis à un régime d'autorisations, dont le principe n'est pas mis en cause. Cette autorisation est soumise à une liste de conditions détaillées. Madame Magnin mentionne le délai de quatre semaines pour annoncer une manifestation. Ce délai me semble quelque peu exagéré et il est vrai qu'il pourrait être raccourci pour des questions d'urgence et d'actualité. Les conditions posées semblent raisonnables,

sachant que le contenu de la manifestation n'est pas demandé. Le Groupe Forum est cependant d'avis, que tous ces détails peuvent être réglés dans l'Ordonnance et propose de régler les alinéas 1, 2, 5 et 6 dans l'Ordonnance et de laisser les autres alinéas au niveau du Règlement, afin de faciliter la lecture. Pour les alinéas 7 et 8, le Groupe Forum plaide en faveur du rappel dans ce Règlement de police, de l'interdiction de participer à une manifestation non autorisée. Ceci d'autant plus, qu'à l'alinéa 8, une exception est aménagée dans le sens que si certaines personnes participent à une manifestation non autorisée et s'ils se retirent volontairement, ou si la manifestation non autorisée se déroule jusqu'à la fin sans violence contre les personnes et les choses, ils seront exemptés de toute peine prévue par le présent Règlement.

**Hügli Daniel, SP:** Mir geht es vor allem um Abs. 8 von Art. 20. Darüber wurde bereits einiges gesagt, dem ich nur zustimmen kann. Gerade Abs. 8 regelt etwas, das bereits durch übergeordnetes Recht geregelt ist. Der Zweck dieses Absatzes ist, dass Gewaltanwendung gegen Personen oder Sachen verfolgt, sanktioniert und wenn möglich verhindert werden kann. Das schweizerische Strafgesetzbuch erlaubt bereits, solche Gewaltanwendungen zu verfolgen. Zusätzlich besteht auch über das kantonale Polizeigesetz die Möglichkeit, die Verantwortlichen zu büssen und zur Verantwortung zu ziehen. Abs. 8 ist deshalb gar nicht notwendig und könnte im Prinzip gestrichen werden. Trotzdem gehe ich mich meiner Fraktion und dem vorher Gesagten einig und werde mich dem Antrag um Rückweisung dieses Absatzes anschliessen. Dadurch bekommt der Gemeinderat nochmals die Möglichkeit, diesen Absatz zu überarbeiten und zu prüfen, ob er tatsächlich nötig ist und - wenn ja - in welcher Form. Zudem kann er auch die übergeordneten Möglichkeiten berücksichtigen.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte eingangs Herrn Némitz antworten: Mit seinen Äusserungen bin ich für einmal einverstanden und kann mich diesen anschliessen. Beginnen wir aber vorne: Abs. 1 und spätere Absätze regeln - wie zu Recht gesagt wurde - sehr detailliert das Thema Kundgebungen. Ich kann mir gut vorstellen, dass der Artikel entsprechend dem Antrag der Fraktion Grüne überarbeitet wird. Der Vorschlag von Herrn Sutter jedoch lehne ich ab und werde dies später noch begründen. Diesfalls blieben Abs. 1 (ohne die nachfolgende Liste) sowie Abs. 2 weitgehend so stehen. Die übrigen Regelungen hingegen würden erst auf Verordnungsstufe geregelt und somit in die Kompetenz des Gemeinderats fallen. Es könnte also noch einmal geprüft werden, was genau wie geregelt werden soll. Die Absätze 3 bis 8 wurden nur aus Transparenzgründen in das Ihnen vorliegende Reglement aufgenommen. Der Gemeinderat wollte aufzeigen, wie dies bereits heute de facto gehandhabt wird. Es kann aber zu Recht gesagt werden, diese Regelung sei zu detailliert für ein Reglement, sie gehöre in eine Verordnung.

Damit stellt sich die Frage, was genau aus diesem Art. 20 herausgestrichen werden soll. Herr Suter schlägt die Streichung von Abs. 2 vor. Darin geht es um die Verkürzung der Bewilligungsfristen und darum, vor Ort Spontankundgebungen bewilligen zu können. Ich empfehle dem Stadtrat aber, diesen Absatz im Reglement zu belassen, denn es handelt sich meines Erachtens um einen wesentlichen Aspekt. Die Voraussetzungen für solche Bewilligungen können dann aber auf einer untergeordneten (Verordnungs-)Ebene durch den Gemeinderat geregelt werden. Wird Abs. 2 gestrichen, bleibt allein die Bewilligungspflicht von Abs. 1 bestehen, der

dem aktuell geltenden Art. 15 entspricht. De facto werden aber bereits heute Spontanbewilligungen erteilt, beispielsweise bei Routenwechseln der Kundgebungen. Das habe ich zu Beginn meiner Tätigkeit selber schon erlebt: die Herren Glauser oder Geiser klären jeweils mit den Verantwortlichen vor Ort die Umzugsroute und können diese mündlich bewilligen. Dadurch bekommt die Polizei kurz Zeit, um den Verkehr neu zu regeln, was sehr wichtig ist. Dadurch nehmen auch die Teilnehmenden an einer bewilligten Demonstration teil. Das ist sehr wichtig und bedeutet eine Lockerung der heutigen Regelung. Deshalb empfehle ich dem Stadtrat der Fraktion Grüne zu folgen und Abs. 2 sinngemäss, aber mit geringfügigen Änderungen, im Reglement zu belassen. Die folgenden Absätze mit Ausnahme von Abs. 7 und 8 sowie der Auflistung in Abs. 1 können aber gestrichen werden.

Abs. 1 sieht eine Frist für die Gesuche um Bewilligung von vier Wochen vor. Würde Abs. 2 beibehalten, wären aber auch kürzere Fristen möglich. Als Regel gelten aber vier Wochen. Es gibt durchaus Kundgebungen, von welchen weit im Voraus bekannt ist, wann sie stattfinden, wie beispielsweise die 1. Mai-Kundgebungen. Sie müssen auch meine Mitarbeitenden verstehen: Sie erteilen weit über 1'000 Bewilligungen pro Jahr für die verschiedensten Veranstaltungen. Sie sind deshalb froh, wenn die Gesuche möglichst früh eingereicht werden. Abs. 2 erlaubt aber im Einzelfall auch spontane Kundgebungen. Die von den Grünen beantragte Streichung der vierwöchigen Bewilligungsfrist zugunsten einer weicheren Formulierung im Sinne einer "angemessenen" Frist wäre möglich. Allerdings würde die Bestimmung dadurch sehr vage. Der Stadtrat muss aber selber wissen, ob dies für ihn Sinn macht.

Nun komme ich noch zu den Absätzen 7 und 8 und den Anträgen von Herrn Némitz und anderen, die finden, diese Absätze sollten nochmals überprüft werden. Das mache ich gerne. Ich stelle aber aufgrund der Diskussion fest, dass diesbezüglich keine Fundamentalopposition vorliegt. Teilnehmende an einer unbewilligten Demonstration sollen dies nicht straffrei tun können sollen. Herr Hügli hat erwähnt, dies sei bereits im übergeordneten Recht geregelt. Das muss abgeklärt werden, ich kann heute dazu keine Stellung nehmen. Sollte dies zutreffen, könnten die beiden Absätze selbstverständlich gestrichen werden. Wenn nicht, stelle ich aber fest, dass auch der Stadtrat der Meinung ist, dass bei Teilnehmenden einer nicht bewilligten, aber gewaltfreien Demonstration von einer Bestrafung abgesehen werden kann. Das ist ebenfalls neu und ich bin überzeugt davon, dass dies der Polizei bei Kundgebungen etwas mehr Freiraum als heute ermöglicht. Wer heute an einer nicht bewilligten, aber gewaltfreien Demonstration teilnimmt, kann dafür gebüsst werden. Die Stadt vertritt die Meinung, dass gewaltfreie Kundgebungen tolerant behandelt werden sollten. Sobald aber Gewalt angewendet wird, erreicht die Kundgebung eine andere Ebene, die mit Konsequenz behandelt werden soll. Soweit der Hintergrund zu den Absätzen 7 und 8. Aus diesen Gründen empfehle ich, Abs. 2 im Reglement zu belassen und nur die übrigen Voraussetzungen auf Verordnungsstufe zu regeln.

**Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts:** S'agissant de la question des délais de quatre semaines, le Règlement stipule *"...au plus tard quatre semaines..."* afin justement de permettre aux Autorités d'avoir une marge de manœuvre pour étudier les demandes déposées. Le droit de manifestation est un droit constitutionnel or, je n'ai jamais entendu parler d'une manifestation politique, sociale ou participative, qui se soit terminée dans la violence en Ville de Bienne. La violence est propre aux

manifestations sportives, mais pas aux manifestations politiques. Cette série de réglementations me semble donc démesurée.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum n'insistera pas sur la relégation d'un alinéa ou l'autre dans l'Ordonnance. Si le Conseil de ville est d'avis, que l'alinéa 2 doit figurer dans le Règlement de police, le Groupe Forum rejoindra l'avis du Conseil de ville. Pour l'essentiel, le message est: de retravailler l'article et de transférer une partie de cet article dans l'Ordonnance. S'agissant de la question des délais de quatre semaines, je pense que cette formulation reste assez vague et qu'il conviendrait peut-être de préciser de combien de jours il s'agit.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Monsieur Suter, maintenez-vous l'amendement que vous avez proposé à l'alinéa 1?

**Suter Daniel, PRR:** Oui, **le Groupe Forum demande d'ajouter, à la fin de l'alinéa 1, la phrase suivante: "Les conditions d'octroi de l'autorisation sont réglées par voie d'Ordonnance."** Si une partie est transférée dans l'Ordonnance, il convient également de spécifier dans le Règlement où trouver le détail.

**Baltzer Niklaus, SP:** Ich beantrage, in Abs. 1 statt "spätestens vier Wochen" "in der Regel vier Wochen" schreiben. Das ist zwar etwas vage, aber im notwendigen Sinn.

**Scherrer Martin, SVP:** Ich habe noch eine Frage zu Abs. 8 von Art. 20. Dort steht: "*Entfernen sich Veranstaltungsteilnehmende freiwillig oder verläuft die unbewilligte Veranstaltung bis zum Schluss frei von Gewalt (...)*". Ich stelle mir vor, am Kreuzplatz findet um 17.00 Uhr abends eine Sitzblockade statt. Sie löst einen riesigen Verkehrsstau aus, bleibt aber gewaltfrei. Somit kommen die Teilnehmenden straffrei davon. Für mich müsste es heissen "...UND verläuft die unbewilligte Veranstaltung bis zum Schluss frei von Gewalt...". Der Polizei muss die Möglichkeit gegeben werden, Personen fortweisen zu können. Gehen sie nicht freiwillig, müssen sie auch gebüsst werden können, wenn die Kundgebung gewaltfrei bleibt. Deshalb meine Frage, ob nicht ein "und" sinnvoller wäre.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Da ich nun noch etwas Zeit zum Nachdenken hatte, möchte ich nochmals Herrn Hügli antworten. In Art. 20 Abs. 7 und 8 geht es nicht darum, Personen für Sachbeschädigungen zu bestrafen. Es stimmt, dass dies auf Bundesebene geregelt ist. In Abs. 7 und 8 geht es aber einzig um den Aufruf für und die Teilnahme an Demonstrationen, welche gewalttätig verlaufen. Es geht also nicht um die Sachbeschädigung an und für sich. Der Gemeinderat wird dies aber nochmals klären. Den Vorschlag von Herrn Baltzer zu Abs. 1 finde ich praktikabel, auch der Antrag von Herrn Suter ist richtig und könnte konsequenterweise angenommen werden. Noch offen ist die Frage von Herrn Scherrer. Der Gemeinderat hat extra kein "und", sondern ein "oder" formuliert. Er kann dies aber nochmals prüfen, sofern Abs. 7 und 8 zurückgewiesen werden sollten.



**Vote**

sur les propositions de reformuler les alinéas 1 et 2 ainsi que les alinéas 7 et 8 et de supprimer les alinéas 3, 4, 5 et 6.

**Les propositions sont acceptées.**

**Vote**

sur la proposition de Monsieur Baltzer d'ajouter à l'alinéa 1: *"Les demandes doivent être déposées en principe quatre semaines avant la manifestation"*.

**La proposition est acceptée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe Forum d'ajouter à l'alinéa 1: *"Les conditions d'octroi de l'autorisation sont réglées par voie d'Ordonnance"*.

**La proposition est acceptée.**

**Art. 21 - Récoltes de signatures**

La parole n'est pas demandée.

**Section 4: Objets et véhicules sur le domaine public****Art. 22 - Mise en place d'installations**

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum propose de transférer les art. 22 et 23 dans les art. 13 et 14. En effet, la mise en place d'installations et les installations de chantiers sont des exemples d'utilisation du domaine public. Une personne, qui utilise le domaine public de manière accrue, est tenue de payer des émoluments. Pour ces deux exemples d'utilisation du domaine public (la mise en place d'installations et les installations de chantiers), la question d'émoluments n'est pas réglée. Il faut donc systématiquement replacer ces deux articles dans le contexte qui convient.

Dans le cas des véhicules dépourvus de plaques d'immatriculation déposés sur le domaine public (art. 24), il s'agit d'une utilisation illicite du domaine public, qu'il convient de mentionner dans le contexte qui traite de l'utilisation illicite et de la violation de l'ordre public. Il convient donc de transférer l'art. 24 dans l'art. 9. Ceci faciliterait la compréhension et la lisibilité de ce Règlement de police.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Monsieur Suter, j'aimerais des précisions concernant vos propositions.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum propose d'intégrer le contenu de l'art. 22 dans l'art. 13, le contenu de l'art. 23 dans l'art. 14 et le contenu de l'art. 24 dans l'art. 9.** Tous les autres articles qui suivent seront par conséquent décalés.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je demande au public, qui se trouve sur la galerie, d'enlever le panneau selon le Règlement du Conseil de ville.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Dieses Anliegen kann geprüft werden, da ganze Artikel verschoben werden sollen. Schwieriger finde ich es, wenn Artikel auseinander genommen und neu zusammengesetzt werden sollen. Für den Stadtrat würde es sehr schwierig, sich in einer zweiten Lesung zurechtzufinden. Beim vorliegenden Antrag ist dies aber nicht der Fall. Die vorgeschlagene Verschiebung von ganzen Artikeln in andere Kapitel kann durchaus geprüft werden. Ich könnte mir auch vorstellen, in nächster Zeit mit Herrn Suter Kontakt aufzunehmen und die juristischen Aspekte mit ihm anzuschauen.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je propose, sur le principe, que le Conseil municipal étudie la possibilité d'intégrer l'art. 22 dans l'art. 13, l'art. 23 dans l'art. 14 et l'art. 24 dans l'art. 9. Le Conseil de ville est-il d'accord avec cette proposition d'étude ou voulez-vous voter? Ce n'est pas le cas, donc l'étude de ces propositions est acceptée.

#### **Art. 23 - Installations de chantiers**

La parole n'est pas demandée.

#### **Art. 24 - Enlèvement de véhicules et d'objets**

La parole n'est pas demandée.

### **Section 5: Prostitution**

#### **Art. 25 - Prostitution sur la voie publique**

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Il est désormais convenu et demandé par les milieux concernés de ne plus utiliser le terme de prostitution et de lui préférer le terme plus neutre de travail du sexe. **Le Groupe socialiste propose, par conséquent, de remplacer le mot prostitution par travail du sexe.**

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich bin einverstanden, danke.  
(Gelächter)

**Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste de remplacer le mot "prostitution" par "travail du sexe" aux art. 25 et 26.

**La proposition est acceptée.**

**Art. 26 - Prévention dans le domaine de la prostitution**

**Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts propose de modifier l'alinéa 1 de l'art. 26 comme suit:** *"La Ville encourage la collaboration entre les organes municipaux et les institutions de conseil **et de soutien aux travailleurs et travailleuses du sexe.**"* et de supprimer *"dans le domaine de la prostitution"*.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Diesen Antrag kann ich zur Annahme empfehlen.

**Vote**

sur la proposition de modification du Groupe des Verts de modifier l'alinéa 1 de l'art. 26 comme suit: *"La Ville encourage la collaboration entre les organes municipaux et les institutions de conseil **et de soutien aux travailleurs et travailleuses du sexe.**"* et de supprimer *"dans le domaine de la prostitution"*.

**La proposition est acceptée.**

**Section 6: Prescription diverses****Art. 27 - Protection de la jeunesse**

**Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** In Abs. 3 steht, *"Kindern und Jugendlichen unter 16 Jahren ist der Konsum von bewusstseinsbeeinträchtigenden Substanzen wie Alkohol und das Rauchen im öffentlichen Raum untersagt."* Im Prinzip könnte dieser Absatz gestrichen werden, denn es besteht ein entsprechendes übergeordnetes Gesetz. Wir, resp. die ehemalige Fraktion BVP plus, würden es aber begrüßen, wenn dieser Absatz beibehalten würde, jedoch mit einer Änderung. **Wir beantragen folgende Formulierung:** *"Kindern und Jugendlichen unter 16 Jahren ist der Konsum von bewusstseinsbeeinträchtigenden Substanzen wie **Drogen**, Alkohol und das Rauchen im öffentlichen Raum untersagt."* Die Drogen sollen ebenfalls erwähnt werden, weil nicht nur Alkohol und Rauchen bewusstseinsbeeinträchtigende Substanzen sind.

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste propose un amendement à la première phrase de l'alinéa 1 de l'art. 27. Notre groupe a mené une longue discussion sur les limites d'âges à fixer pour cette interdiction de circuler sur la voie publique la nuit. **Le Groupe socialiste vous propose,** après un long débat, de supprimer le terme de "14 ans" et d'intégrer plutôt la notion d'âge scolaire soit: **"Les**

**enfants, qui fréquentent l'école obligatoire, ne doivent pas se trouver sur la voie publique entre 22h00 et 6h00. (...)**". Cela permet d'être plus clair, sachant que cet article prévoit déjà une close afin de permettre aux enfants de rentrer le soir après leurs activités culturelles et sportives. Dès lors, comment fixer l'âge scolaire? Le Groupe socialiste propose de fixer l'âge scolaire à 16 ans, en raison de l'alinéa 3, qui mentionne également cet âge et pour que le Règlement de police reste cohérent. Viser l'école obligatoire permet également de responsabiliser les parents et les personnes en charge des enfants, par rapport à cette question.

**Freuler Fritz, Fraktion Grüne:** Abs. 1 müsste redaktionell angepasst werden. "... zugelassene Veranstaltung..." ist auf offenbar nicht richtig auf Französisch übersetzt, das müsste nochmals angeschaut werden.

Ich arbeite seit vielen Jahren beruflich im Suchtbereich. Abs. 3 hat mich deshalb sehr erstaunt und ich fragte die Organisation "Sucht Schweiz" nach ihrer Meinung dazu. Bis vor Kurzem hiess diese noch "Schweizerische Fachstelle für Alkoholprobleme". Sie ist in Lausanne domiziliert. Gemäss "Sucht Schweiz" ist sich die Mehrheit europäischer Alkoholfachleute darin einig, dass Alkoholkonsumverbote in westlichen, alkoholtoleranten Gesellschaften keine Erfolgschancen haben, auch nicht als Jugendschutzmassnahme in Form eines Konsumverbots für junge Menschen. Eine Kriminalisierung des Alkoholkonsums durch junge Menschen in Europa und in der Schweiz wird lediglich von Minoritäten gefordert. Beim Konsum von Alkohol durch unter 16-Jährige ist zu bedenken, dass diese entsprechend den Jugendschutzbestimmungen gar nicht an Alkohol gelangen sollten. Es liegt in der Verantwortung der Erwachsenen, also an uns, keinen Alkohol an Jugendliche unter 18 Jahren abzugeben oder zu verkaufen. Statt eines Alkoholverbots plädiert Sucht Schweiz für eine konsequentere Durchsetzung der Jugendschutzbestimmungen. Alkoholverbote in der Öffentlichkeit machen nur zu ganz spezifischen Ereignissen Sinn (zum Beispiel bei Sportanlässen) und sollten dann für alle und nicht nur für die Jugendlichen gelten. Ein Alkoholverbot im öffentlichen Raum für Jugendliche bedeutet, dass zunehmend versteckt konsumiert wird, die Konsumierenden nicht mehr der sozialen Kontrolle unterliegen, der Zugang zu konsumierenden Jugendlichen sowie Interventionen erheblich erschwert werden. Durch den Konsum im Versteckten werden auch die Früherkennung und die Frühintervention erschwert.

Die Nennung von "*bewusstseinsverändernden Substanzen*" in Abs. 3 finde ich etwas seltsam. Dazu gehören nämlich auch Medikamente, deren Einnahme in der Öffentlichkeit unter bestimmten Umständen eine Notwendigkeit ist. Gleichzeitig impliziert diese Aussage, dass der Konsum bewusstseinsverändernder Substanzen für Personen über 16 Jahren legal sei. In der Schweiz ist allerdings nicht nur der Besitz, der Handel und die Herstellung, sondern auch der Konsum von illegalen Drogen illegal. Ich bitte den Stadtrat, dem Antrag auf Streichung zuzustimmen.

**Pichard Alain, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP fragte sich, warum der Staat den Eltern sagen soll, wie lange ihre Kinder draussen bleiben dürfen. Damit hat die Fraktion GLP ein grundsätzliches Problem. Trotzdem ist sie mit Art. 14 einverstanden. Umso erstaunter bin ich über den Antrag ausgerechnet aus den Reihen der Fraktion SP. Ich weiss nicht, was "scolaire" heissen soll. Es gibt extrem reife 17-jährige Kinder, die ihre ganze Familie durchbringen und zu Hause alles machen, ja sogar ihre Eltern pflegen. Daneben gibt es 18-Jährige, die weitaus weniger reif sind als jüngere. Diese

Umschreibung ist doch völlig willkürlich. Wie ich bereits zu Art. 17 erwähnt habe weiss ich, was ich mit meinen Kindern mache. Die meisten wissen das. Es gibt aber einige wenige, die das nicht wissen und ihren Kindern freie Hand lassen. Genau für diese Eltern ist dieser Artikel gedacht - nur: sie halten sich eh nicht daran. Und so wird wieder die Mehrheit mit einem grundsätzlichen Verbot eingeschränkt. Selbstverständlich darf auch mein jüngster, jetzt 15-jähriger Sohn ab und zu bis 23.00 Uhr draussen sein. Dabei will ich nicht das Gefühl haben, er mache etwas Illegales. Er darf das, und das ist meine Entscheidung. Der Staat hat hier nichts verloren. Deshalb werde ich dem Antrag der Fraktion SP auf keinen Fall zustimmen und ich bitte den Stadtrat, diesen abzulehnen.

Zu Art. 27 ist die Fraktion GLP grundsätzlich aber gespalten, denn er hat auch etwas für sich. Er ist einfach unglücklich formuliert, da gebe ich Herrn Freuler Recht. Art. 27 soll aber im Reglement bleiben, wenn auch vielleicht etwas anders formuliert. Mit der Formulierung in Abs. 3 "*bewusstseinsverändernde Substanzen*" ist es mir auch nicht wohl. Die Fraktion GLP wartet noch die Antwort von Frau Schwickert ab, ich glaube aber, dass sie Abs. 3 eher beibehalten möchte. Gegen den Antrag der Fraktion SP wird sie sich aber vehement wehren. Soll das Referendum gegen das Polizeireglement tatsächlich provoziert werden, dann müssen heute nur die Alterslimiten jetzt erhöht werden...!

**Scherrer Martin, SVP:** Bezüglich Art. 27 Abs. 1 bin ich der gleichen Meinung wie mein Vorredner: Eine Altersangabe ist zwingend. Versetzen Sie sich in die Lage eines Polizisten: dieser hält ein Kind an und muss nun klären, ob dieses noch zur Schule geht... Aufgrund des Geburtsdatums auf der Identitätskarte lässt sich einfach feststellen, ob sich dieses Kind noch draussen aufhalten darf oder nicht! Die Alterslimite von 14 Jahren finde ich richtig. Es gibt viele 15- oder 16-Jährige, die sich auch noch um 23.00 Uhr an der Braderie aufhalten, und dies, wie ich annehme, mit Bewilligung der Eltern. Die Polizei hätte ja gar keine Chance, alle heimzuschicken. Die Regelung "*unter 14 Jahren*" finde ich in Ordnung. Die einen oder anderen 14-Jährigen sind eben schon mit Bewilligung der Eltern im Ausgang. Deshalb ist aber, wie gesagt, eine konkrete Altersangabe nötig.

Bezüglich Art. 27 Abs. 3 habe ich mich wohl verhört. Ich habe gehört, der Konsum von Alkohol soll einem Kind erlaubt sein, nicht aber der Kauf. Wie soll einem Kind erklärt werden, dass es etwas konsumieren, aber nicht kaufen darf? Das versteht ein Kind sicher nicht. Selbstverständlich ist der Verkauf von Alkohol an Kinder verboten, aber ebenso selbstverständlich muss auch dessen Konsum durch Kinder verboten werden. Dies ist übergeordnetes Recht. Es ist völlig schwachsinnig zu sagen, der Konsum solle erlaubt sein. Es tut mir leid, wenn ich das so formulieren muss. Gerade heute habe ich wieder von neuen Designerdrogen gelesen, welche x Tote fordern. Diese Drogen sind gefährlich, aber auch Alkohol und Rauchen im Übermass sind gefährlich, insbesondere für Kinder. Ich verstehe nicht, wie jemand verlangen kann, dass der Konsum legalisiert werden soll. Wenn das die Fachstellen wirklich sagen, muss deren Unterstützung gestrichen werden, denn das ist wirklich Schwachsinn.

**Garbani Charlotte, PSR:** Un couvre-feu existe dans le Règlement de police actuel. J'ai d'ailleurs été interpellée par la police à 13 ans. De ce fait, je suis pour la suppression de ce couvre-feu. Les jeunes de 14 ans sortent pour aller voir un match, qui n'est pas une manifestation spécialement destinée aux adolescents, idem pour le

cinéma et les concerts. Je ne comprends pas pourquoi ce serait à la Commune de décider à la place des parents les règles qui doivent être imposées aux enfants. Cette question ne concerne que les parents. Si dans chaque article, le Conseil de ville pinaille sur chaque exception, le Règlement de police n'est pas prêt d'être approuvé un jour. Personnellement, je pense qu'un couvre-feu n'a rien à faire dans un Règlement de police. Cette question est à mon avis obsolète.

S'agissant de l'alinéa 3, je n'encourage absolument pas la consommation de substances illicites. Il est cependant clair que les mesures de répression n'ont jamais réellement fonctionné en la matière. Aujourd'hui, dans le monde, la plupart des peines de mort sont liées aux questions sur les drogues. La répression en matière de stupéfiants est énorme. Cependant, aujourd'hui, toujours plus de drogues sont consommées dans le monde. Toutes les études prouvent, que les mesures de répression dans ce domaine échouent. Il ne convient certainement pas de légaliser les drogues et je n'ai pas de solution magique non plus pour résoudre ce problème. Cependant, le fait d'interdire à des jeunes de fumer dans la rue ne changera pas le problème. Il est clair, que certainement beaucoup de parents, qui savent que leurs enfants fument à 16 ans, ne l'approuvent pas, mais ils ne peuvent rien changer à ce problème. La Ville peut néanmoins investir dans la prévention et le travail de rue. **Je demande donc, à ce que les alinéas 1 et 3 de l'art. 27 soient supprimés,** puisqu'ils ne font aucun sens.

**Steinmann Alfred, SP:** Ich möchte in Abs. 1 von Art. 27 die Altersbegrenzung auf 16 Jahre anheben. Das tönt vielleicht komisch, aber ich arbeitete einige Jahre mit Jugendlichen, welche in diesem Alter sehr grosse Schwierigkeiten hatten und auch verursachten. Hinter diesen Jugendlichen stand kein Elternhaus. Ich finde, dass 14- und 15-Jährige nachts um 3.00 Uhr draussen nichts mehr zu suchen haben. Ich gebe Herrn Pichard Recht, dass 23.00 Uhr vielleicht noch etwas anderes ist. Nachts um 3.00 Uhr haben Jugendliche von mir aus gesehen aber weder in der Stadt noch am See etwas zu suchen, denn dieses Verhalten ist für sie sehr schädigend. Es gibt ein Gesetz, welches das Schutzalter auf 16 Jahre festlegt. Das finde ich wichtig: es geht um den Schutz von Kindern. Es sollte erlaubt sein, dass 14- und 15-Jährige einen Match besuchen und anschliessend direkt nach Hause gehen. Hingegen sollte nicht erlaubt sein, dass sie nachts um 2.00 Uhr oder 3.00 Uhr in der Stadt herumlungern. Sie müssen am nächsten Tag in der Schule eine Leistung erbringen. Darum geht es mir. In Biel bildet beispielsweise die Grenzstrasse die Grenze zu Nidau. Bei Annahme von Abs. 1 müsste man auf der Bieler Strassenseite 14 Jahre alt sein, um noch draussen sein zu dürfen, auf der Nidauer Strassenseite 16 Jahre. Diese Abgrenzungen stimmen für mich nicht. Deshalb finde ich, dass das Alter von 16 Jahren beibehalten werden sollte. Jugendliche, welche an Veranstaltungen teilnehmen, sollen aber normal nach Hause gehen können, auch wenn es nach 23.00 Uhr ist. Deshalb unterstütze ich die Formulierung "Kinder und Jugendliche im schulpflichtigen Alter". Die Schulpflicht ist relativ einfach festzustellen. Im Juli sind alle Jugendlichen, die älter als 15-jährig sind, nicht mehr schulpflichtig. Wenn diese Formulierung aus juristischen Gründen nicht möglich sein sollte, **beantrage ich eine Anhebung des Alters auf 16 Jahre.**

**Sylejmani Ali, PSR:** Cette situation divise les générations ainsi que les personnes issues de différentes provenances, dont les expériences divergent. Au delà du simple objectif de fixer l'âge de demeurer ou pas sur la voie publique, c'est ici la question du

message et des outils, qui doivent être mis à disposition des parents, qui peinent à encadrer leurs enfants. Finalement, c'est toute la communauté qui subit les conséquences de ces écarts de conduite. Au delà du Règlement de police, il s'agit ici d'un message et d'une vision en termes de protection de la jeunesse. Pour certains parents, cet article peut faire office d'aide en matière d'éducation. C'est surtout sur la base de ce critère, que le Conseil de ville doit déterminer le message, qu'il désire apporter aux familles en demande d'aide.

**Magnin Claire, Les Verts:** Il s'agit de prendre des mesures pour tous les parents, alors qu'ici seul 5% des parents ont réellement besoin d'aide. La question qui se pose est donc de savoir, si ces mesures doivent être de nature répressive ou préventive. Personnellement, voir des jeunes de 14 ans traîner dans la rue à minuit m'inquiète. Cette modification aurait donc son sens, puisqu'elle protège les jeunes. Néanmoins, il convient ici de rappeler, que les jeunes, comme les adultes, sortent au cinéma, vont voir des matchs et des concerts. **Le Groupe des Verts souhaiterait reformuler l'alinéa 1 de l'art. 27 comme suit:** "*Fait exception le mineur présent sur le domaine public dans le but de rentrer chez lui après une manifestation autorisée spécialement aux enfants ou adolescents.*".

S'agissant de l'alinéa 3, il convient de rappeler, que depuis que la France interdit la consommation d'alcool sur la voie publique, certaines pratiques se sont développées. Ainsi, les habitudes de consommation n'ont pas changé, mais les personnes consomment désormais en cachette dans des caves. Or, en cas de problème, ces gens ne vont surtout pas prévenir les services d'ordre et il me semble, qu'il n'est pas utile de rappeler, ici, que les conséquences d'un coma éthylique peuvent être mortelles. Ainsi cette modification permet de garder un contrôle face à ces situations et de garantir des mesures d'aide à la population concernée.

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist dafür, Art. 27 so zu belassen, wie er ist. Es geht um den Schutz der Jugend. Wird der Artikel gestrichen, heisst das indirekt, dass es dem Stadtrat egal ist, was mit den Kindern passiert. Klar gibt es übergeordnetes Recht. Ich finde es aber auch wichtig, dass Kindern Regeln und Grenzen gesetzt werden. Das gehört zu einer gesunden Entwicklung. Dass Repressionen nicht immer von Erfolg gekrönt sind, ist uns auch klar. Wenn aber wegen allem, was nicht sofort Erfolg zeitigt, die Flinte ins Korn geworfen wird, könnte eigentlich auch mit den Radarkontrollen für die Autofahrenden aufgehört werden, nach wie vor wird täglich zu schnell gefahren. Vielleicht lernen es aber die einen oder anderen nach der dritten Busse. Die Hoffnung stirbt zuletzt, Frau Garbani...

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Bezüglich Abs. 1 von Art. 27 steht im Raum, ob eine Altersbegrenzung nötig ist und wenn ja, ob sie bei 14 oder 16 Jahren liegen soll. Im Moment gilt 16 Jahre. Der Gemeinderat war der Meinung, dass heute, 35 Jahre nach Inkrafttreten des alten Reglements, 14 Jahre ein angemessenes Alter ist. Er möchte die Altersbegrenzung nicht auf 16 Jahren belassen, sondern diese auf 14 Jahre heruntersetzen. Dabei geht der Gemeinderat davon aus, dass sich die Gesellschaft verändert hat. Es ist schwierig, wenn Stadtratsmitglieder die heutige Situation mit der ihrer Jugend vergleichen, denn heute ist es nicht mehr so wie früher. Mit der Herabsetzung der Alterslimite möchte der Gemeinderat diesem Umstand Rechnung tragen. Zugegebenermassen wusste ich nicht, dass für Nidau noch die

Altersbegrenzung von 16 Jahren gilt. Das ist ein neuer Fakt, da die beiden Städte so nahe beieinander liegen. Nun wage ich aber das Argument, dass Biel halt doch die grössere Stadt und damit etwas urbaner als Nidau ist. Deshalb wäre es angemessen, die Alterslimite auf 14 Jahre zu senken und nicht wie in einer eher ländlich geprägten Gemeinde mit weniger Nachtleben bei 16 Jahren zu belassen. Nichtsdestotrotz und auch wenn in Nidau die Alterslimite von 16 Jahre gilt, empfehle ich eine Senkung derselben auf 14 Jahre.

Was darf man denn nun mit 14 oder 16 Jahren? Hier gibt es tatsächlich ein Problem bei der französischen Übersetzung, wie dies auch schon erwähnt wurde. Die französische Übersetzung muss angepasst werden. In der deutschen Fassung wird von Veranstaltungen gesprochen, zu welchen Kinder und Jugendliche zugelassen sind. Es muss also nicht eine Veranstaltung sein, welche extra für Kinder ist. Es kann zum Beispiel auch ein Match sein, zu welchem Kinder und Jugendliche zugelassen sind. Die Heimkehr von solchen Veranstaltungen soll kein Problem darstellen. Die französische Version muss also entsprechend angepasst werden.

Art. 27 Abs. 3 erwähnt richtigerweise die Alterslimite von 16 Jahren. Es wurde gefragt, weshalb nicht von Drogen gesprochen wird. Der Gemeinderat spricht von "*bewusstseinsbeeinträchtigenden Substanzen*", was ist etwas komplizierter ist. Er hat aber extra nicht Drogen erwähnt. Drogen können nämlich gar nicht ins Ortspolizeireglement aufgenommen werden, da der Umgang mit illegalen Drogen abschliessend im Betäubungsmittelgesetz geregelt wird. Dazu hat die Stadt nichts zu sagen. Wer illegale Drogen konsumiert, wird sowieso bestraft. Im Polizeireglement aufgeführt werden aber der Alkohol und das Rauchen. Deren Konsumation kann die Stadt selber regeln, sofern sie dies will. Nun stellt sich die Frage, ob dies gewünscht wird oder nicht. Es wurde gesagt, der Konsum legaler Drogen werde lediglich verlagert, wenn er im öffentlichen Raum nicht mehr toleriert würde. Kinder oder Jugendliche würden dann Alkohol und Tabak in Kellern oder anderen privaten Räumen konsumieren, wo sie vermutlich weniger beaufsichtigt wären, sich aber auch Gefahren aussetzen. Dem Gemeinderat geht es im Prinzip um Gruppen. Er stellt fest, dass es Gruppen von Jugendlichen und zum Teil sogar schon von Kindern gibt, welche sich im öffentlichen Raum aufhalten und übermässig Alkohol konsumieren. Um diese Gruppen geht es. Diese Jugendlichen würden gemeinsam einen privaten Raum aufsuchen und würden Hilfe holen, wenn etwas passiert. Im öffentlichen Raum sind Jugendliche selten allein und trinken Alkohol, es handelt sich meistens um ein Gruppenphänomen. Deshalb sehe ich nicht unbedingt einen Sinn darin, diese Gruppen mit dieser Regelung in private Räume abzudrängen. Die gewählte Regelung soll klar dem Jugendschutz dienen. Sie kohäriert auch mit den Bestimmungen zum Alkoholverkauf, der im übergeordneten Recht geregelt ist. Ich bin damit einverstanden, dass bei der Umsetzung und bei der Kontrolle viel strenger und konsequenter geprüft werden sollte, wem Alkohol verkauft wird. Dies schliesst aber meines Erachtens Abs. 3 nicht aus, sondern ergänzt diesen sinnvoll. In ein Ortspolizeireglement kann auch eine präventive Massnahme aufgenommen werden. Ein Reglement weist per se einen repressiven Charakter auf, wie auch jedes Gesetz. Das kann nicht geändert werden. Abs. 3 enthielte aber einen präventiven Ansatz. Zusammenfassend würde ich dem Stadtrat empfehlen, für Biel die Altersbeschränkung für Kinder und Jugendliche im öffentlichen Raum bei 14 Jahren zu belassen, den französischen Text in Art. 27 Abs. 1 aber anzupassen und den Rest des Artikels zu belassen, wie es der Gemeinderat vorschlägt.



**Garbani Charlotte, PSR: Je change ma proposition précédente et propose la modification suivante:** *"Il est interdit aux mineurs de moins de 14 ans de demeurer sur le domaine public entre 23h00 et 6h00 s'ils ne sont pas accompagnés de personnes détentrices de l'autorité parentale ou chargées de leur surveillance"*. La comparaison avec le Règlement de police de la Ville de Nidau peut difficilement être faite. En effet, beaucoup de points du Règlement de police de Nidau m'interpellent. Il est notamment interdit d'utiliser des instruments de musique, tels que je cite: *"Tonbandgeräte, mechanische Musikinstrumente und Gramophone"*. Je propose, que le Conseil de ville se centre sur le Règlement de police de la Ville de Bienne et laisse de côté celui de Nidau. En effet, il s'agit de prendre des mesures préventives et non pas répressives. La répression n'apporte aucune solution aux problèmes posés. Au contraire, le fait de consommer en cachette ne fait que l'aggraver. Les États-Unis ont interdit l'alcool pendant des années. La consommation n'a cependant fait que d'augmenter. La répression n'est donc pas une mesure de solutions. S'agissant de la vente d'alcool, il me semble plus productif d'interdire la vente aux mineurs et de faire les contrôles nécessaires, afin que cette interdiction soit respectée. Il est primordial, que les jeunes ne se cachent pas, afin de permettre aux "Streetworkers" de réaliser un travail de prévention auprès des jeunes.

**Freuler Fritz, Grüne:** Frau Garbani hat nun schon vieles gesagt. Sie ist der Meinung, ein Alkoholverbot nütze nichts. Ich glaube nicht, dass es nichts bringt, sondern, dass es sogar schadet. Ich gehe davon aus, dass alle Stadtratsmitglieder Interesse daran haben, dass niemand ein Alkoholproblem bekommt. Ich bin Vater zweier Kinder und weiss, welche Sorgen man sich um diese machen kann. Die Frage ist, welche Präventionsansätze gewählt werden sollen. Alkohol ist eine Substanz, die zu unserer Kultur gehört. Rund 3,5 Mio. in der Schweiz lebende Personen konsumieren regelmässig Alkohol, haben aber kein Problem damit. Daneben gibt es aber auch 1 Mio. Menschen, die keinen Alkohol konsumieren und rund 1 Mio. Menschen, deren Konsum problematisch ist. 1 Mio.! Wird dies auf den Stadtrat umgerechnet, müssten in diesem Saal rund 10 Personen einen problematischen Alkoholkonsum haben (*Gelächter*). Sie lachen... das ist aber eine Tatsache! Die sich aus dem problematischen Alkoholkonsum ergebenden Schäden sind enorm. Sie führen beispielsweise zu Gesundheitskosten oder zu Unfällen. Es ist bereits spät, aber es ist ein wichtiges Thema und es geht Sie alle an. Es ist eine der grossen Fragen im Gesundheitswesen. Es stellt sich auch die Frage, wie die Erwachsenen mit Kindern und Jugendlichen in Dialog treten können, wenn sie selber Alkohol trinken. Es wurde gesagt, es müssten Regeln und Grenzen gesetzt werden. Kindern muss aber auch erklärt werden, warum Alkoholkonsum schädlich ist und warum Erwachsene trotzdem trinken. Ich denke, die meisten machten ihre ersten Erfahrungen mit Alkohol als Jugendliche. Frau Schwickert hat von Gruppen gesprochen. Es ist wichtig, dass die Gruppenmitglieder reagieren, wenn ein Kind eine Überdosis Alkohol getrunken hat, ohne dass sie Angst haben müssen, etwas Verbotenes getan zu haben. Das rettet Leben. Rauschtrinken ist heute in Mode. Wenn bei einem Notfall frühzeitig Hilfe geholt wird, rettet das Leben. Aus therapeutischer Erfahrung weiss ich: um bei Suchtkranken Verhaltensänderungen herbeiführen zu können, müssen diese dazu stehen können, dass sie ein Problem haben. Diese Einsicht ist der Anfang für eine Veränderung. Wenn die Konsumation eines Suchtmittels illegal ist und damit kriminalisiert wird, sind die Süchtigen viel weniger bereit, sich ihrem Problem zu stellen. **Ich beantrage daher, Abs. 3 zu streichen.**

**Löffel Christian, EVP:** Ich bin nicht gleicher Meinung wie mein Vorredner. Ich bin dafür, Abs. 3 von Art. 27 beizubehalten, und zwar nicht, weil ich grundsätzlich nur für Repression wäre. Verschiedenes wurde bereits gesagt: Es geht auch um den Dialog, um Prävention, um Coaching. Trotzdem braucht es Regeln. Hier geht es um Jugendliche. Andere Bereiche betreffen alle. Würden Eltern ihre Kinder richtig "coachen" und ihre Verantwortung wahrnehmen, wäre das ganze Reglement unnötig. All diese Artikel müssen für kleine Minderheiten erlassen werden. Ich denke es ist richtig, das Eine zu tun und das Andere nicht zu lassen. Prävention, Aufklärung und Dialog sind wichtig, aber es sind auch klare Regeln nötig. Alle brauchen Regeln, denn danach kann man sich richten. Dass die Pubertät nicht ganz einfach ist und es Widerstände gibt, ist richtig, das stärkt den Charakter. Sicher haben alle während dieser Zeit Dinge ausprobiert. Schlussendlich ist es aber wichtig, dass in den Familien wenn möglich die Eltern ihre Verantwortung wahrnehmen. Ansonsten müssen Streetworker die Kinder coachen. Massnahmen sind wichtig, aber dazu gehören auch Regeln. Ich möchte beliebt machen, Abs. 3 nicht zu streichen.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Nur noch kurz zu Art. 27 Abs. 1: Wenn ich es richtig verstanden habe, stellte Frau Garbani dazu einen neuen Antrag, nämlich Kinder und Jugendliche nicht ab 22.00 Uhr, sondern erst ab 23.00 Uhr den Aufenthalt im öffentlichen Raum zu untersagen. Anlässlich seiner letzten Sitzung diskutierte der Stadtrat lange über die Ruhezeiten und wünschte die Regelung von Sommer- und Winterzeit, was für mich Sinn macht. Ich möchte deshalb vorschlagen, in Abs. 1 die gleiche Regelung zu übernehmen, also im Sommer ab 23.00 Uhr und im Winter ab 22.00 Uhr. Das wäre logisch.

**Baltzer Niklaus, SP:** Eine saubere Sprache ist meines Erachtens das Wichtigste zur Verbesserung einer Gesellschaft. Nun hatte ich lange Zeit, Art. 27 Abs. 3 zu studieren und ich habe ein grosses Problem damit. Dieses möchte ich weitergeben, weil ich es selber nicht lösen konnte. Abs. 3 lautet: *"Der Konsum von bewusstseinsbeeinträchtigenden Substanzen wie Alkohol und das Rauchen (...)".* Substanzen können zum Beispiel Alkohol sein oder Tabak. Rauchen selber ist aber keine Substanz. Es müsste also definiert werden, ob die Substanzen nur den Alkohol definieren sollen oder auch das Rauchen. Dies müsste irgendwie geklärt werden, damit kein sprachliches Durcheinander entsteht. Vielleicht könnten der Konsum von Alkohol und das Rauchen separat betrachtet werden, dann müsste das "wie" aber gestrichen werden, denn dieses verbindet den Alkohol und das Rauchen. Ich habe die Lösung zu diesem Problem noch nicht gefunden. Wird Abs. 3 aber beibehalten, sollte dies geprüft werden.

**Steinmann Alfred, SP:** Ich möchte in Art. 27 Abs. 1 die Alterslimite von 16 Jahren beibehalten. Wie gesagt, wäre allerdings auch eine Formulierung mit dem schulpflichtigen Alter möglich. Die Alterslimite von 16 Jahren wäre aber wohl klarer und einfacher. Weshalb möchte ich an dieser Alterslimite festhalten? Ich bin mit Frau Garbani einig, dass 23.00 Uhr für Jugendliche Sinn macht. Jugendliche unter 16 Jahren sollten frühmorgens nicht auf der Strasse sein. Dies kann nur durch eine Beibehaltung der Alterslimite von 16 Jahren erreicht werden. Ich hörte schon von 14-Jährigen, deren Eltern in die Ferien gingen und ihre Kinder allein zu Hause liessen. Ist das tolerierbar? Ich finde, hier müsste der Stadtrat ein Zeichen setzen und am Alter 16 festhalten. Wichtig ist der zweite Teil von Abs. 1: "(...) Ausnahme bildet der Aufenthalt im öffentlichen Raum zum Zweck der Heimkehr von einer für Kinder, bzw.

Jugendlichen zugelassenen Veranstaltung. (...)" Das heisst, wenn die Jugendlichen im X-Project, an einem Match oder einer Party bei Kollegen sind, ist die Heimkehr auch nach 23.00 Uhr möglich. Das finde ich sinnvoll.

### **Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste d'adapter l'alinéa 1 de l'art. 27 dans le sens de fixer la limite d'âge à 16 ans (âge scolaire) au lieu de 14 ans.

**La proposition est refusée.**

### **Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts de reformuler l'alinéa 1 de l'art. 27 comme suit: "*Fait exception le mineur présent sur le domaine public dans le but de rentrer chez lui après une manifestation **autorisée** spécialement aux enfants ou adolescents.*"

**La proposition est acceptée.**

### **Vote**

sur la proposition de Madame Garbani de fixer l'heure d'interdiction aux mineurs de moins de 14 ans de demeurer sur le domaine public à 23h00 au lieu de 22h00.

**La proposition est refusée.**

### **Vote**

sur la proposition de Monsieur Freuler d'abroger l'alinéa 3.

**La proposition est refusée.**

### **Vote**

sur la proposition de l'ancien Groupe PPB plus d'ajouter à l'alinéa 3 "*la drogue*".

**La proposition est refusée.**

**Art. 28 - Nuitée sur le domaine public**

**Güntensperger Nathan, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP möchte in den Absätzen 2 und 4 ein Wort abändern. **Sie beantragt, anstelle von "verboten" "gestattet" zu schreiben.** Abs. 2 würde dann also heissen: "Auf öffentlichem Grund ist das Übernachten im Freien **gestattet**, sofern die öffentliche Ordnung dadurch **nicht** beeinträchtigt wird." Das Gleiche gilt für Abs. 4

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste propose une reformulation de l'art. 28, alinéa 2** de la manière suivante: **"Il est autorisé de passer la nuit à la belle étoile sur le domaine public, sauf si cela trouble l'ordre public ou menace la sécurité des personnes"**. Il s'agit, ici, avant tout de protéger les personnes exposées au froid en hiver sur la voie publique.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Diese Anträge gehen alle in Richtung einer positiven Formulierung. Das ist gut. Herrn Némitz muss ich aber sagen, dass mir das Ziel der vorgeschlagenen Ergänzung noch nicht ganz klar ist. Ich wäre froh um eine Präzisierung.

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** L'idée lancée par le Groupe socialiste, dans ce contexte, est que cette interdiction de dormir sur l'espace public ne se limite pas uniquement au respect de l'ordre public, mais d'y ajouter également une notion de protection de la sécurité des personnes et de rendre ainsi une intervention possible, dans le cas de personnes dormant à la belle étoile et mettant de ce fait leur santé et leur sécurité en danger.

**Donzé Pablo, Les Verts:** Je trouve étrange d'interdire à quelqu'un de passer la nuit dehors s'il se met lui-même en danger ou pour se protéger! Personnellement, je ne comprends pas le sens de cette interdiction. Si une personne dort dehors en hiver et qu'elle se met en danger parce qu'il fait froid et qu'elle n'a pas le choix, la solution n'est pas de lui interdire de dormir dehors, mais de lui apporter une aide, comme par exemple de lui donner 5 fr. pour aller dormir au Sleeping.

**Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux d'écrire *"Il est autorisé..."* au lieu de *"Il est interdit..."* aux alinéas 2 et 4.

**La proposition est acceptée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste de reformuler la phrase à l'alinéa 2 de la manière suivante: *"Il est autorisé de passer la nuit à la belle étoile sur le domaine public, sauf si cela trouble l'ordre public ou menace la sécurité des personnes"*.

**La proposition est refusée.**

**Art. 29 - Rassemblements illicites dur le domaine public**

**Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:** Le Groupe des Verts ne comprend pas la finalité de cet article. Nous pensons notamment à "l'Alkitreff", aux personnes qui consomment de l'alcool à la Gare de Bienne et aux rassemblements des jeunes dans les parcs. Cette question est d'ores et déjà réglée dans l'art. 20. **Le Groupe des Verts demande donc à ce que l'art. 29 soit abrogé.**

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste aimerait rappeler, que le Conseil de ville avait convenu à l'occasion de sa séance du 10 mai 2012, de discuter cette question relative à l'art. 29 dans le cadre de la réflexion qui doit être menée concernant l'art. 6.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Madame Klemmer, secrétaire parlementaire, confirme l'affirmation de Monsieur Némitz.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Verstehe ich es richtig, dass dieser Artikel bereits im Mai behandelt wurde und damals beschlossen wurde, ihn zur Überarbeitung zurückzuweisen? (*Rufe aus dem Saal*) Dies scheint zu stimmen. In dem Fall muss jetzt auch nicht mehr darüber abgestimmt werden. Der Gemeinderat wird ihn überarbeiten. Ich habe nichts mehr beizufügen. Momentan habe ich die entsprechende Diskussion nicht im Kopf, ich werde aber das Protokoll der letzten Sitzung lesen, um mich an das Besprochene zu erinnern.

**Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:** Dans ce cas, **le Groupe des Verts retire sa demande d'abrogation de l'art. 29** et attend la 2<sup>ème</sup> lecture pour voir ce qu'il adviendra de cet art. 29.

**Art. 30 - Hygiène et ordre dans et autour des bâtiments**

La parole n'est pas demandée.

**Art. 31 - Objets trouvés**

**Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste est d'avis, que le Service des objets trouvés doit rester du ressort de l'Administration municipale. Cela fait partie du service public, que la Ville de Bienne peut garantir. Ainsi le Groupe socialiste **propose de supprimer la fin de l'alinéa 2, de l'art. 31 et de formuler la phrase ainsi:** "*Le service désigné par le Conseil municipal se charge de réceptionner et de communiquer toutes les annonces d'objets trouvés ainsi que de conserver les objets trouvés.*" et de supprimer "*... ainsi que de conserver les objets trouvés d'une valeur estimée à plus de 100 francs. Les objets de plus faible valeur doivent être conservés par les personnes qui les ont trouvés*".

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte dem Stadtrat beliebt machen, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen. Dies wird wohl niemanden erstaunen. Im Moment behält die Stadt alle Fundsachen, das ist richtig. Würde der beantragte Satz gestrichen, würde der Status quo weitergeführt. Bisher bewahrte die Stadt alle Fundsachen auf. Würde der beantragte Satzteil gestrichen, würde demnach

der Status Quo weitergeführt. Nach dem Willen des Gemeinderates soll die Stadt aber nur noch Gegenstände mit einem gewissen Wert aufbewahren, denn es geht hier auch um eine Platzfrage. Gleichzeitig stellt sich auch die Frage nach der Verhältnismässigkeit, also ob nicht unnötig Verwaltungsaufwand betrieben wird. Meine Mitarbeitenden haben auch ohne den Aufwand für das Fundbüro ausreichend zu tun. Deshalb möchte ich dem Stadtrat beliebt machen, dass reglementarisch nur noch Fundgegenstände mit einem Wert von mindestens CHF 100.- aufbewahrt werden müssen. Es gibt keine übergeordnete Gesetzgebung, welche zur Aufbewahrung aller Fundgegenstände verpflichten würde. Die Stadt ist diesbezüglich also frei und der Gemeinderat findet den von ihm vorgeschlagenen Weg praktikabel.

**Löffel Christian, EVP:** Als ich diesen Artikel las, dachte ich mir: "Wenn ich in Zukunft Sachen mit einem Wert zwischen CHF 10.- und CHF 100.- finde, werfe ich diese sofort wieder weg..." Frau Schwickert sprach vom Aufwand. Ich bin auch dafür, dass die Verwaltung weniger Aufwand betreibt. Als Finder müsste ich nun aber meine Daten beim Fundbüro abliefern und die Fundsache dann bei mir zu Hause aufbewahren. Vielleicht würde sich irgendeinmal jemand bei mir melden. Dann hätte ich einen Finderlohn zugute. Das ist doch jenseits von Gut und Böse, lieber werfe ich die Fundsache gleich wieder weg! Soll es doch der Nächste zusammenlesen und dem Fundbüro bringen. Eigentlich kann ja definiert werden, wie lange etwas aufbewahrt wird. Weniger Wertvolles kann rascher entsorgt werden. Der Hebel könnte dort angesetzt werden. Dies wäre mein Vorschlag. Wenn der Finder, die Finderin die Fundsache selber aufbewahren muss, wird der Aufwand eher grösser, da auch noch zwischen EigentümerIn und FinderIn vermittelt werden muss. Von mir aus gesehen führte das zu einem riesigen Cabaret...

**Mischler Peter, SP:** Ich möchte mich dem Votum von Herrn Löffel anschliessen. Ich würde es noch anders machen: ich nähme den Finderlohn aus dem gefundenen Portemonnaie und würde es anschliessend wieder wegwerfen. Wird der Artikel so angenommen, bedeutet dies für mich wieder einmal einen Abbau des Service Public. Der Stadtrat kann entscheiden, ob er das will. Von mir aus gesehen sollte das Fundbüro weiter so funktionieren wie bisher, nämlich dass alles aufbewahrt wird.

**Sutter Andreas, BVP:** Eigentlich wollte ich gar nicht das Wort ergreifen. Die vorgeschlagene Formulierung finde ich aber sachlich falsch. Ich gehe davon aus, dass etwa ein Drittel der Fundgegenstände Schlüssel sind. Der objektive Wert eines Schlüsselbundes liegt wohl immer unter CHF 100.-. Genau Schlüssel sollten aber im Fundbüro aufbewahrt werden. Das Gleiche gilt für Kreditkarten, leere Portemonnaies und so weiter, welche für den Eigentümer einen unschätzbaren Wert haben. Es geht nicht, dass der Finder oder die Finderin solche Gegenstände bei sich aufbewahren muss... Genau so gehen sie ganz sicher verloren. Ich bin deshalb ebenfalls dafür, diesen Passus zu streichen.

## **Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste, de supprimer la fin de l'alinéa 2 de l'art. 31 et de formuler la phrase: *"Le service désigné par le Conseil municipal se charge de réceptionner et de communiquer toutes les annonces d'objets trouvés ainsi que de conserver les objets trouvés."*

**La proposition est acceptée.**

### **Art. 32 - Dispositifs de sauvetage**

La parole n'est pas demandée.

## **Chapitre 3: Dispositions d'exécution, pénales et finales**

### **Art. 33 - Dispositions d'exécution**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 34 - Dispositions pénales**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 35 - Culpabilité des mandants, des employeurs ou des personnes détentrices de l'autorité parentale**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 36 - Culpabilité des mineurs**

La parole n'est pas demandée.

### **Art. 37 - Mesures, exécution par substitution**

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Da es bei Art. 14 mit dem extremen Beispiel so gut klappte, möchte ich an diesen Erfolg anknüpfen und auch bei Art. 37 ein Extrembeispiel aufführen. Zwar traue ich der jetzigen Sicherheitsdirektorin nicht zu, dies so zu handhaben, aber man weiss nie, was in Zukunft passieren wird... Ich möchte darauf hinweisen, dass in Art. 37 Abs. 1 momentan steht: *"Die vom Gemeinderat als zuständig erklärten Stellen ergreifen alle Massnahmen, die erforderlich sind, um die Vorschriften dieses Reglementes durchzusetzen. (...)"* Das kann beispielsweise heissen, dass Helikopter über Biel fliegen, um Hanfpflanzen zu suchen. Das wäre ein solches Extrembeispiel. Um dem entgegenzuwirken, **beantragt die Fraktion GLP eine neue Formulierung:** *"Die vom Gemeinderat als zuständig erklärten Stellen ergreifen die **notwendigen** Massnahmen (...)"*. Besten Dank für die Unterstützung.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Diesem Antrag kann ich mich anschliessen.

**Vote**

sur la proposition du Groupe des Verts libéraux de supprimer le mot "*toutes les mesures*" et de remplacer par "*les mesures nécessaires*" à l'alinéa 1 de l'art. 37

**La proposition est acceptée.**

**Art. 38 - Voie de recours**

La parole n'est pas demandée.

**Art. 39 - Entrée en vigueur / Abrogation de dispositions**

La parole n'est pas demandée.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous arrivons au terme du Règlement de police. Des personnes souhaitent-elles prendre la parole à titre général?

**Magnin Claire, Les Verts:** Le Groupe des Verts a longuement discuté de ce Règlement de police. Mais peut-être y-a-t-il d'autres manières de préserver la cohabitation, la sécurité et l'attachement à notre lieu de vie? Il y a dans cette Ville des personnes qui réfléchissent et il faut les entendre et les écouter, car ce qu'elles proposent se fait ailleurs avec succès. À Lyon, les autorités ont proposé des conventions de quartiers, dans lesquelles tous les acteurs urbains sont impliqués (associations, propriétaires, régies, commerçants, jeunes), dont les tâches sont d'identifier au niveau des quartiers les nuisances et de proposer des solutions, en négociation avec tous. À Bâle, il existe un groupe pour les jeunes et les enfants, qui examine avec les habitants les besoins pour les jeunes et les enfants. À Berlin, il existe une commission "Cadre de vie", composée de représentants locaux des bailleurs ainsi que des associations des habitants du quartier. Cette commission organise la concertation et cherche les meilleures solutions aux problèmes des quartiers. Ces actions vont dans le même sens que les discussions du Conseil de ville, ce soir. Il s'agit en effet d'améliorer le cadre de vie, de lutter contre les actes de dégradation et de vandalisme, de promouvoir la sécurité, de permettre la gestion des conflits entre les différents groupes d'habitants et de lutter contre les bruits dérangeants. De ce fait, certaines villes ont intégré également les questions de circulation motorisée, les associations de locataires et de bailleurs, pour améliorer d'une part l'information et la prévention des dégradations. La Ville de Bienne doit aussi intégrer les différents commerçants qui connaissent bien le quartier, intégrer les associations citoyennes et culturelles et leurs membres, afin d'améliorer l'animation des quartiers et gérer au mieux les nuisances. L'implication des habitant(e)s pour la gestion des déchets et des parkings est primordiale. Il faut mettre en place des structures permettant une participation démocratique, afin d'améliorer le cadre de vie et faire acte de véritables politiques de cohabitation.

Je souhaiterais, vivement, que le Conseil municipal s'inspire aussi de ces expériences qui, je le répète, existent dans la réalité et sont vivantes. Le Conseil municipal doit refaire une nouvelle mouture du Règlement de police. Je ne remets



pas en cause une réglementation concernant les activités commerciales publiques en Ville, mais en ce qui concerne la vie associative et culturelle, les rapports entre les citoyens et leurs droits d'expression, ce Règlement de police peut être contre productif. Le Conseil municipal doit avoir le courage politique de proposer autre chose qu'un Règlement de police: mettre en place des structures de communication, stimuler la mise en réseau, faire de la médiation entre tous les différents groupes d'intérêt et motiver les habitants. Voilà ce qui améliorera la sécurité et la cohabitation, bien mieux qu'un Règlement de police! Je souhaite que ces préoccupations, qui sont également celles d'autres groupements en Ville, soient intégrées dans le nouveau Règlement, qui ne sera pas un règlement de police, mais ressemblera plutôt à une chartre de Bienne, pour toute la population.

**Scherrer Martin, SVP:** Ich spreche nochmals, weil ich zwei Dinge im Ortspolizeireglement nicht fand, die meines Erachtens geregelt werden sollten. Einerseits fand ich nichts zum Thema Betteln. Soll Betteln in der Stadt erlaubt sein oder nicht? Meines Erachtens sollte ein Bettelverbot erlassen werden. Falls sich Frau Schwickert nicht sofort dazu bekennen möchte, kann dieses Anliegen auch als Prüfungsauftrag für die zweite Lesung verstanden werden. Andererseits fand ich auch keine Regelung bezüglich der Strassenmusik. Ich weiss, dass Strassenmusik bisher bewilligungspflichtig war. Im vorliegenden Reglement fand ich aber nichts mehr dazu. Ich lege dem Gemeinderat daher nahe, die Bewilligungspflicht für Strassenmusik wieder ins Polizeireglement aufzunehmen. Auch hier wäre ich aber mit einem Prüfungsauftrag für die zweite Lesung einverstanden.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Le Règlement va être remanié conformément aux modifications et aux remarques du Conseil de ville pour la 2<sup>ème</sup> lecture.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 9 mars 2012 concernant «Révision totale du Règlement de police» et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 3, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

Le Conseil municipal est prié de remanier le rapport dans le sens des discussions menées au Conseil de ville le 10 mai et le 7 juin 2012 en vue d'une seconde lecture.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Lors des différentes discussions que le Conseil de ville a menées pour la préparation de ce dossier, le Conseil municipal avait assuré au Conseil de ville, que le dossier reviendrait au Parlement, avant la fin de la législature. Madame Schwickert, pouvez-vous nous dire quel est le planning prévu à cet effet?

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich danke dem Stadtrat für die Diskussion. Nun ist die erste Lesung des Ortspolizeireglements abgeschlossen! Die Debatte war intensiv, aber sehr interessant. Der Gemeinderat geht immer noch davon aus, dass er im vierten Quartal mit der Überarbeitung des Reglements fertig sein wird und dazu Stellung nehmen kann. Ich sehe, dass viele schon aufgestanden sind und gehen möchten, das ist etwas unglücklich. Ich möchte noch ein Wort zu Frau Magnin sagen. Ihr Votum ist etwas untergegangen, was sie sagte, finde ich aber sehr wichtig,

denn damit schliesst sich der Kreis: In der Eintretensdebatte wurde mehrmals gesagt, eigentlich müsse der Dialog im Vordergrund stehen. Der Stadtrat hat sich nun während zwei Abenden eher mit repressiven Bestimmungen befasst, wenn ich das so sagen darf. Ich teile die Meinung, dass es solche braucht. Daneben braucht es aber auch den Dialog, welcher eher präventiven Charakter hat. Deshalb begrüsse ich es sehr, dass es jetzt auch eine Gruppe junger Leute gibt, die sich konstruktiv mitüberlegt, wie sie sich unsere Stadt vorstellt. Wäre es sinnvoll, in den Quartieren vermehrt den Dialog zu suchen? Die Stadt macht bereits viel, das darf nicht vergessen werden. So möchte ich beispielsweise die SIP erwähnen, welche vollumfänglich auf Dialog baut und beispielsweise auf den Schulhausplätzen präsent ist. Ich möchte auch den Bereich Jugend+Freizeit erwähnen, welcher ebenfalls sehr wichtige Aufgaben mittels Dialog erfüllt. Daneben gibt es eine Gruppe Innenstadt, welche immer wieder prüft, wie Veranstaltende und Gastgewerbe gut zusammenarbeiten können. Viele dieser Ansätze hat die Stadt mitiniziert und ich denke, sie gehen in die richtige Richtung. Wenn nun noch neue Ideen aufkommen, prüfen wir diese sicher gerne. In diesem Sinn möchte ich den Stadtrat auffordern, mit Ideen an den Gemeinderat zu gelangen oder den Dialog zu suchen. Nun wünsche ich allen einen schönen Abend, ich freue mich auf die zweite Lesung.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Je vous remercie pour votre participation active aux discussions de ce soir et vous souhaite une bonne nuit.

**76. Nouvelles interventions**

- |                 |   |                        |
|-----------------|---|------------------------|
| <b>20120230</b> | <b>Dringliches Postulat Max Wiher, GLP</b><br>Bieler Ausgangszonen<br>Zones de distraction à Bienne   | <b>BAU</b><br>SID, STK |
| <b>20120231</b> | <b>Dringliche überparteiliche Motion Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, GLP, Pablo Donzé, Grüne</b><br>Stadtverträglicher A5 Westast in Biel<br>Branche Ouest de l'A5 supportable pour Bienne | <b>BAU</b>             |
| <b>20120232</b> | <b>Motion Martin Wiederkehr und Barbara Chevallier, Fraktion SP</b><br>Einführung der Basisstufe / Cycle élémentaire<br>Introduction du cycle élémentaire (Basisstufe)                      | <b>BSK</b><br>FIN      |

***Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.20 heures / Uhr***

---

***La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:***

Monique Esseiva

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof